

RAPPORT ANNUEL DE GESTION

2025



OCTOBRE 2026



SOMMAIRE

Présentation générale de la Banque	01
Gouvernance	03
Environnement économique, bancaire et financier	22
Contrôle Interne	24
Activités métiers de la Banque	29
Rapport financier	46
Ressources Humaines de la Banque	61
Perspectives 2026	63
Business Plan 2026 - 2030	65

The background of the slide is a blurred industrial scene. On the right side, a person wearing a yellow hard hat and a blue uniform is partially visible, looking towards the left. The rest of the background consists of various industrial structures, pipes, and equipment, all out of focus.

01

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA BANQUE

La Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises est un établissement de crédit créé sous forme de société anonyme par acte sous signé privé enregistré le 25 février 2005.

Elle a été autorisée à exercer son activité, en qualité de banque, par arrêté du Ministre des Finances du 28 février 2005 et ce conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 telle que abrogée par la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers.

Elle peut aussi effectuer les opérations liées à son activité telles que le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine, de gestion financière, d'ingénierie financière et d'une manière générale tous les services destinés à faciliter la création, le développement et la restructuration des entreprises.

Son siège social, est sis au 34 Rue Hédi Karray – Centre Urbain Nord El Menzah IV - 1004 - Tunis.

Fixé initialement à 50 000 000 DT, le capital social a été porté à 100 000 000 DT divisé en 10 000 000 d'actions ordinaires, d'une valeur nominale de 10 dinars chacune et ce, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 24 février 2009.

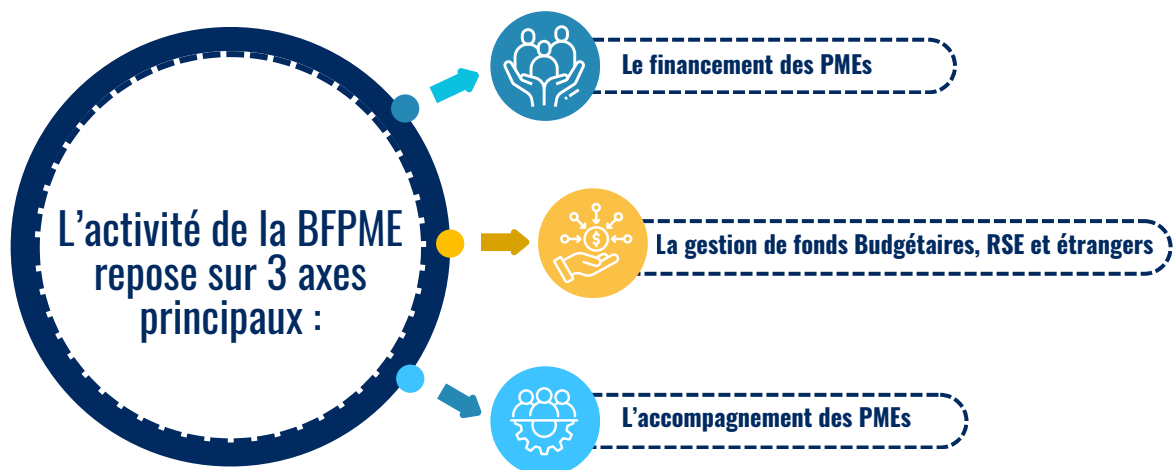
STRUCTURE DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2025, la répartition du capital social se présente comme suit :

	Nombre d'actions	Montant de la Participation en DT	Participation en %
Etat Tunisien	5 999 996	59 999 960	60%
Groupe Chimique Tunisien	2 200 000	22 000 000	22%
Tunisie Télécom	1 000 000	10 000 000	10%
Office de l'Aviation Civile et des Aéroports	600 000	6 000 000	6%
Office du Commerce de la Tunisie	200 000	2 000 000	2%
Société Tunisienne de Garantie	2	20	-
Président du Conseil d'Administration	2	20	-
Total Général	10 000 000	100 000 000	100%



L'objectif de la BFPME, en tant que banque de développement est, d'une part, de rationaliser les mécanismes publics de financement des PME existantes et, d'autre part, de faciliter l'accès des PME au financement dont elles ont besoin et qui est nécessaire à leur croissance et à leur viabilité.



A man in a suit and tie is holding a tablet. The image is partially covered by a dark blue overlay on the left side, which contains the text '02' and 'GOUVERNANCE'.

02

GOUVERNANCE

Depuis sa création en mars 2005, la BFPME s'est imposée comme un acteur majeur du financement et de la promotion des PME en Tunisie, devenant ainsi un partenaire privilégié de cette catégorie d'entreprises. Cette position s'appuie notamment sur :

- L'accroissement continu des approbations réalisées en co-financement avec les banques et les SICAR ainsi que sur la mobilisation des différents fonds publics dédiés au développement des PME,
- Une couverture des approbations dans tout le territoire tunisien avec une concentration dans les zones d'encouragement au développement régional, contribuant ainsi à la réduction des disparités régionales et à la dynamisation de l'investissement dans les régions de l'intérieur,
- Un accompagnement de proximité des promoteurs à chaque étape de réalisation de leurs projets à travers une présence active dans tous les gouvernorats du pays.

Outre le siège social de Tunis, la BFPME compte 24 bureaux de représentation dans les régions, renforçant ainsi sa proximité avec les promoteurs et porteurs d'idées de projets.

MODE DE GOUVERNANCE

Depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2020, la Banque a opté pour la séparation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général supprimant ainsi le poste de Président Directeur Général.

M. Mohamed Larbi DABKI assure la fonction de Président du Conseil d'administration depuis le 23 septembre 2021.

En vertu de la décision du Conseil d'administration du 20 juin 2024, M. Wajih HASSINE occupe la fonction de Directeur Général.

En effet, il assurait, depuis novembre 2023, la fonction de Directeur général, par intérim avant d'être confirmé en tant que Directeur général à la date précitée du 20 juin 2024, en succession de M. Mohamed Larbi DABKI, qui occupait auparavant le poste d'Administrateur délégué. Avant sa nomination M. Wajih HASSINE exerçait en tant que Directeur des risques.

Le Directeur général ne peut être membre du Conseil d'administration.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'Administration est composé de douze membres dont un Président.

Conformément à la réglementation en vigueur le Conseil d'administration comporte deux administrateurs indépendants désignés pour un mandat de trois ans renouvelable une fois, présidant respectivement le Comité des risques et le Comité d'audit.

M. Mohamed LARBI DABKI	Président du Conseil d'Administration
M. Mohamed Adel SOUISSI	Représentant de l'Etat / Ministère des Finances
M. Bessem HFAIEDH	Représentant de l'Etat / Ministère de l'Economie et de la Planification
M. Mohamed Amine ZARROUK	Représentant de l'Etat / Ministère des Technologies de la Communication
M. Fethi SAHLAOUI	Représentant de l'Etat / Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie.
Madame Salma DAMAK	Représentant de l'Etat / Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
M. Ahmed KHARRAT	Représentant le Groupe Chimique Tunisien.
M. Mohamed Nejib BLIBECH	Représentant le Groupe Chimique Tunisien.
M. Hassen BECHEIKH LARBI	Représentant la Société Nationale de Télécommunication « Tunisie Télécom ».
M. Ahmed TRICHI	Représentant la Société Tunisienne de Garantie « SOTUGAR ».
M. Ali GTARI	Administrateur indépendant - Président du Comité des risques.
M. Abdessalem AMAR	Administrateur indépendant - Président du Comité d'audit.

Contrôleur d'Etat : M. Aymen DIMASSI

Au cours de l'année 2025 le Conseil d'administration a tenu sept réunions au cours desquelles il a examiné les questions inscrites à son ordre du jour, respectivement le 7 février, le 15 mai, le 23 juillet, les 10 et 22 septembre, le 18 novembre et le 30 décembre 2025.



QUALIFICATION ET PARCOURS PROFESSIONNEL DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membre	Qualité	Date lettre de désignation au CA	Diplôme / Fonction actuelle	Mandats d'administrateurs dans d'autres sociétés
M. Mohamed LARBI DABKI Ministère des Finances	Membre Représentant de l'Etat Président du Conseil d'administration A Présent : Administrateur Délégué / Directeur général.	15 Septembre 2021	- Maîtrise en Sciences économiques & Mastère IFID – Spécialité Banques - Directeur – Direction Générale du Financement – Ministère des Finances	
M. Mohamed Adel SOUISSI Ministère des Finances	Membre Représentant l'Etat	02 Janvier 2023	- Maîtrise en Droit - Directeur - Ministère des Finances / Direction Générale des Participations.	
M. Fethi SAHLAOUI Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	Membre Représentant l'Etat	06 Septembre 2021	- Diplôme d'ingénieur principal en génie industriel - ENIT - Directeur général au Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie	
Mme. Salma DAMAK Ministère de l'Enseignement Supérieur	Membre Représentant l'Etat	15 Février 2023	- Maîtrise en sciences comptables & - Doctorat en Sciences de Gestion - Professeur universitaire / Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. - Directrice générale de l'Agence Tunisienne d'Evaluation et d'Accréditation	
M. Bassem HFAIEDH Ministère de l'Economie et de la Planification	Membre Représentant l'Etat	06 mars 2023	- Diplôme d'ingénieur de l'Ecole supérieure de la statistique et de l'Analyse de l'information / Domaine d'études : Statistiques - Directeur chargé du secteur bancaire, monnaie et change au Ministère de l'Economie et de la Planification.	- Administrateur à l'Office de commerce de Tunisie (Juillet 2018-Mars 2022) - Administrateur au Centre informatique du Ministère de l'Intérieur Fév.2017-Janv.2023 - Administrateur à l'institut national des grandes cultures (Août_Nov.2016)
M. Mohamed Amine ZARROUK Ministère des Technologies de la Communication	Membre Représentant l'Etat	04 Septembre 2023	- Maîtrise en gestion financière & Cycle supérieure ENA / Administration générale – Gestion administrative et financière - Directeur Général des Entreprises et établissements publics au Ministère des Technologies de la Communication.	- Administrateur au CA TECH' INVEST Sicar, filiale Tunisie Télécom (Personne physique sur proposition du Ministère des Technologies de la Communication). - Administrateur SMART Capital (Société de gestion de fonds d'investissement filiale TECHINVEST (Personne physique sur proposition du Ministère des Technologies de la Communication).
M. Ahmed KHARRAT	Membre Représentant le Groupe Chimique Tunisien	01 Février 2022	- Mastère de recherche en informatique industrielle et automatique - INSAT - Directeur de l'organisation et mise à niveau au Groupe Chimique Tunisien.	
M. Mohamed Nejib BLIBECH	Membre Représentant le Groupe Chimique Tunisien.	01 Février 2022	- Diplôme en Gestion comptable – FSEG - Directeur de la comptabilité au Groupe Chimique Tunisien.	
M. Hassen BEN CHEIKH LARBI	Membre Représentant la Société Nationale des Télécommunications -Tunisie Télécom.	27 Avril 2021	- Maîtrise en Gestion Comptable - ISCAE - Directeur à la Société Nationale des Télécommunications – Tunisie Télécom.	
M. Ahmed TRICHI	Membre Représentant la Société Tunisienne de Garantie –SOTUGAR.	01 Février 2023	- Maîtrise en hautes études commerciales - IHEC - Directeur Central / chargé des fonds de garantie à la Société Tunisienne de Garantie –SOTUGAR.	
M. Ali GTARI	Administrateur indépendant, Président du Comité des risques.	23 juillet 2025	- Maîtrise en gestion comptable et diplôme de troisième cycle (Finances - et Banques), de l'Institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe (IFID),	
M. Abdessalem AMAR	Administrateur indépendant, Président du Comité d'audit.	23 juillet 2025	Maîtrise en gestion financière et d'un mastère de l'institut de Financement du Développement du Maghreb Arabe (IFID)	

LES COMITÉS ISSUS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est assisté par des comités et instances spécialisés, en l'occurrence, le Comité des risques, le Comité d'audit, le Comité de nomination et de rémunération et la commission de Contrôle des marchés.

Les rôles et attributions de comités ci-dessus sont définis dans la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2021-05 du 19 août 2021, portant règles de gouvernance des banques et des établissements financiers.

- Comité d'audit
- Comité des risques
- Comité de nomination et de rémunération
- Comité stratégique
- Commission de contrôle des marchés

COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'Audit est composé de quatre membres dont un président (membre indépendant). Ce Comité assiste le Conseil d'administration dans la mise en place d'un dispositif de contrôle interne efficace. Il est appelé notamment à :

- S'assurer de la qualité et de la pertinence du dispositif de production des informations financières et de la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques
- Définir des politiques d'audit et d'information financière
- Surveiller la mise en place des principes et des pratiques comptables de l'établissement
- Surveiller l'organisation et l'efficacité du système de contrôle interne, examiner les insuffisances du fonctionnement de ce système relevées par les différentes structures de l'établissement, de l'audit externe et de la BCT
- Suivre la réalisation des plans d'actions visant la régularisation des insuffisances soulevées dans les rapports d'audit internes et externes et les rapports d'inspection de la BCT et des autres autorités de contrôle
- Contrôler les activités de la structure d'audit interne, valider et faire le suivi du programme d'audit et le cas échéant les travaux des autres structures de l'établissement chargées des missions de contrôle.
- Proposer au Conseil d'administration la nomination ou la révocation du ou des commissaires aux comptes et des auditeurs externes et donner son avis sur le programme et les résultats de leurs contrôles
- Veiller à ce que la structure d'audit interne soit dotée des moyens humains et logistiques nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses missions.

Il s'est réuni huit (08) fois courant l'année 2025. Le secrétariat est assuré par la Direction de l'Audit interne

Composition du Comité au 31 décembre 2025 :

Membre	Qualité
M. Abdessalem AMAR	Président du Comité
Mme Moufida ROMDHANE	Membre
M. Mohamed Néjib BLIBECH	Membre
M. Fethi SAHLAQUI	Membre

COMITÉ DES RISQUES

Ce comité est composé de quatre membres dont un président (membre indépendant). Il est chargé d'assister le conseil d'administration, notamment dans :

- La conception et la mise à jour d'une stratégie de gestion de tous les risques et la fixation des limites d'exposition et des plafonds opérationnels
- L'approbation des systèmes de mesure et de surveillance des risques
- Le contrôle du respect de la Direction générale de la politique d'appétence pour le risque
- L'analyse et le suivi de l'exposition de l'établissement aux risques notamment les risques de crédit, de marché, de liquidité et le risque opérationnel.
- L'évaluation de la politique de provisionnement et l'adéquation permanente des fonds propres par rapport au profil des risques de l'établissement
- L'évaluation de la politique de provisionnement et l'adéquation permanente des fonds propres par rapport au profil de risque de l'établissement
- L'étude des risques découlant des décisions stratégiques du Conseil d'administration
- L'adoption des actions correctrices pour une meilleure efficacité du dispositif de gestion des risques
- L'approbation des plans de continuité d'activité
- La désignation du responsable de la fonction de gestion des risques.

Il s'est réuni huit (08) fois courant l'année 2025. Le secrétariat est assuré par la Direction des risques.

Composition du Comité au 31 décembre 2025 :

Membre	Qualité
M. Ali GTARI	Président du Comité
M. Bessem HFAIEDH	Membre
M. Ahmed KHARRAT	Membre
M. Hassen BECHEIKH LARBI	Membre

COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

Créé en vertu des dispositions de l'article 51 de la loi n°2016-46 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers. Le comité de nomination et de rémunération est tenu d'assister le Conseil d'Administration notamment dans :

- La conception de la politique de nomination et de rémunération du président du CA Conseil d'administration et de ses membres, des comités, de la Direction Générale et des responsables des fonctions clés, La conception de la politique de succession des membres du Conseil d'Administration, des comités, de la Direction Générale et des responsables des fonctions clés,
- La nomination des membres du Conseil d'Administration et des comités ainsi que de la Direction Générale et des fonctions de contrôle
- La conception de la méthodologie d'évaluation des travaux du Conseil d'Administration et de ses comités.

Il s'est réuni huit (08) fois courant l'année 2025. Le secrétariat est assuré par la Direction des Affaires Administratives et Financières assurant la Gestion des Ressources Humaines.

Composition du Comité au 31 décembre 2025 :

Membre	Qualité
M. Mohamed LARBI DABKI	Président du Comité
Mme. Salma DAMAK	Membre
M. Mohamed Amine ZARROUK	Membre

COMITÉ STRATÉGIQUE

Ce comité a notamment pour mission d'assister le Conseil d'administration dans la mise en œuvre de la politique générale de la Banque.

A ce titre, il intervient notamment dans l'orientation des stratégies en matière d'octroi de crédits, de gestion des risques, de commercialisation des produits, de gestion de la liquidité et des ressources financières et humaines.

Il lui est également confié l'examen de scénarios envisageables au regard de la situation financière actuelle de la Banque et la proposition d'alternatives et de stratégies financières susceptibles d'être mises en œuvre ainsi que le suivi du Business plan de la Banque.

Composition du Comité au 31 décembre 2025

Membre	Qualité
M. Mohamed LARBI DABKI	Président du Comité
M. Fethi SAHLAOUI	Membre
M. Ahmed TRICHI	Membre
M. Ali GTARI	Membre
M. Abdessalem AMAR	Membre

COMMISSION DE CONTRÔLE DES MARCHÉS

La Commission de contrôle des marchés est composée du Président du Conseil d'administration, de deux administrateurs (Un administrateur représentant du Ministère des Finances et un administrateur représentant de la Société Tunisienne de Garantie) et du contrôleur de l'Etat. Elle est notamment chargée de l'examen et du suivi des marchés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Deux réunions de la Commission de contrôle des marchés ont eu lieu en 2025.

Composition du Comité au 31 décembre 2025

Membre	Qualité
M. Mohamed LARBI DABKI	Président du Comité
M. Mohamed Amine ZARROUK	Membre
M. Ahmed TRICHI	Membre

CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Cabinet CKT représenté par M. Khaled THABET est désigné en qualité de co-commissaire aux comptes de la Banque pour les années 2023, 2024 et 2025.
- Cabinet FINACO représenté par M. Yahia ROUATBI est désigné en qualité de co-commissaire aux comptes de la Banque pour les années 2025, 2026 et 2027.

DIRECTION GÉNÉRALE

Le Directeur Général assure, sous sa responsabilité, la Direction Générale de la Banque, conformément aux statuts, aux directives et décisions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale et à la réglementation en vigueur.

Sont rattachés à la Direction Générale les comités et instances suivants :

- Comité de Direction
- Comité de recouvrement et de suivi,
- Comité de trésorerie,
- Comité d'organisation et d'informatique,
- Comité de classification
- Comité restreint de crédit
- Comité de résolution
- Comité de recouvrement renforcé
- Commission des achats.

Le Comité de Direction :

Ce comité est présidé par le Directeur général et regroupe les directeurs des différentes structures de la Banque.

COMITÉ DE RECOUVREMENT ET DE SUIVI

Présidé par le Directeur Général, ce comité statue sur la politique de recouvrement des créances préoccupantes et sur l'opportunité du recouvrement contentieux des créances compromises. Ce Comité se réunit à une fréquence bimensuelle.

Un comité d'arrangement transactionnel a été institué, présidé par M. le Président Directeur Général, afin de statuer sur les arrangements transactionnels et ce, en application des dispositions de l'article 27 (paragraphe 13) de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018, portant loi de finances pour l'année 2019.

COMITÉ DE TRÉSORERIE :

Ce comité est chargé de :

- L'examen de la situation financière de la banque
- La programmation et validation des flux d'encaissement et de décaissement des opérations budgétaires et de trésorerie
- La gestion des excédents de trésorerie et du risque de liquidité
- La recherche des solutions les moins coûteuses et les moins risquées pour couvrir les besoins de trésorerie à court, moyen et long terme
- L'arrêté des plans mensuels, trimestriels et annuels de la trésorerie et le suivi de leur exécution.

Le comité d'organisation et d'informatique

Ce comité est notamment habilité à :

- Mettre en place les structures adéquates
- Arrêter les choix fonctionnels appropriés
- Valider les nouvelles procédures définies
- Valider les mises à jour des procédures existantes.

Le comité de classification :

Ce comité est chargé d'examiner et de statuer sur la classification des actifs de la banque et ce, conformément à la politique de provisionnement en vigueur.

Le comité restreint de crédit :

Ce comité est institué en vue de l'amélioration continue du processus d'octroi de crédit relatif aux besoins en fonds de roulement (BFR), un comité restreint de crédit a été institué, chargé d'examiner et de statuer sur les demandes de financement des besoins en fonds de roulement dont le montant sollicité n'excède pas deux cent mille dinars (200.000 DT).

Le comité de résolution :

L'institution de ce comité s'inscrit dans le cadre de l'optimisation du processus de gestion des créances non performantes.

Il a pour rôle d'examiner et d'émettre des avis à propos des demandes de restructuration émanant de clients présentant des engagements non performants et de proposer des recommandations visant le renforcement et l'amélioration continue du processus de résolution et de gestion des créances non performantes.

Ce comité est également chargé d'examiner les demandes d'abandon des intérêts de retard, conformément à la politique de recouvrement arrêtée par le conseil d'administration.

La commission des achats

Cette commission est chargée de l'examen des cahiers des charges relatifs aux achats de la banque et de l'examen du respect des règles d'appel à la concurrence, de sincérité et de transparence des procédures.

Cette commission est, en outre, chargée de vérifier la régularité des conditions administratives, financières et techniques y afférentes.



STRUCTURES RELEVANT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA BANQUE

Outre la supervision des activités des bureaux régionaux de la banque, la direction générale de la banque coordonne et supervise les activités des structures ci-après de la banque :

- La direction des risques
- La direction de l'audit interne
- La direction du contrôle de gestion
- La direction de l'inspection
- Le secrétariat permanent de la commission des marchés
- La direction de l'organisation et du système d'information
- La direction des affaires juridiques
- La direction de la comptabilité
- La direction des affaires administratives et financières
- La direction du recouvrement
- Direction de résolution des créances non performantes
- Direction de reporting réglementaire
- Direction du contentieux
- La direction de la réalisation, de la gestion des fonds, et du financement à court terme
- La direction des études et évaluation
- La direction de l'assistance, de l'identification et du développement

DIRECTION DES RISQUES

Elle est notamment chargée de :

- Développer un système interne de notation des dossiers de crédit,
- Emettre un avis sur tous les dossiers de crédit,
- Assurer la maîtrise et la surveillance des principaux risques de la banque,
- Suivre les créances douteuses de la banque et vérifier le niveau de provisionnement des créances,
- Gérer les aspects réglementaires avec la Banque Centrale de Tunisie.

DIRECTION DE L'AUDIT INTERNE

Elle est notamment chargée de :

- Fournir une assurance positive au Comité Permanent d'Audit Interne sur le respect du dispositif de contrôle interne mis en place,
- Examiner les dispositions prises pour protéger les actifs et s'assurer qu'elles sont appliquées d'une manière permanente,
- Elaborer le plan d'audit annuel et le faire valider par le Comité Permanent d'Audit Interne,
- Réaliser les audits planifiés et les missions demandées par le Comité Permanent d'Audit Interne,
- Faire appel à des compétences externes ou internes pour la réalisation de missions d'audit interne après consultation du Comité Permanent d'Audit Interne,
- Informer le Comité Permanent d'Audit Interne de toute entrave rencontrée dans la collecte de l'information et de toute action identifiée suspecte,
- Assurer un suivi rigoureux des recommandations issues de rapports d'Audit Interne et Externe,
- Donner son avis sur les projets de manuels de procédures et de mise en place du système d'information,
- Rendre compte au Comité Permanent d'Audit Interne par des rapports annuels et des rapports périodiques,
- Evaluer le processus de gestion des risques au sein de la banque et s'assurer de son efficacité.

DIRECTION DU CONTRÔLE DE GESTION

Elle est notamment chargée de :

- Elaborer avec les Directions tous les outils de pilotage notamment :
- Elaborer les tableaux de bord d'activité,
- Assurer le contrôle budgétaire,
- Elaborer le Tableau de bord de suivi des risques.
- Contrôler la cohérence entre les outils de pilotage et la comptabilité générale,
- Analyser les ratios de gestion.

DIRECTION DE L'INSPECTION

Elle est notamment chargée de :

- Contrôler périodiquement les opérations,
- Réaliser des missions ponctuelles,
- S'assurer du respect des procédures de la banque,
- Saisir le Comité Permanent d'Audit Interne en cas de besoin.

SECRÉTARIAT PERMANENT DE LA COMMISSION DES MARCHÉS

Il est notamment chargé de :

- Assurer la réception et l'examen des dossiers,
- Organiser les travaux de la commission dont la proposition de l'ordre du jour, l'organisation des réunions, la rédaction et la tenue des procès-verbaux et l'envoi des avis de la commission aux acheteurs publics concernés.

DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DU SYSTÈME D'INFORMATION

Elle est notamment chargée de :

- Mettre en place un certain nombre de normes et de règles de bonnes pratiques,
- Mettre en place le système d'organisation,
- Maîtriser les évolutions,
- Veiller à la qualité des informations et la sécurité des données,
- Produire des applications ou acquérir des progiciels,
- Lancer les traitements périodiques,
- Assurer le câblage informatique et téléphonique,
- Maintenir et mettre à jour le parc et les solutions informatiques,
- Assister les utilisateurs,
- Définir et administrer la politique de sécurité informatique.

Sont rattachées à cette Direction, les deux sous – direction suivantes :

1. Sous-direction de l'Organisation et des Données
2. Sous-direction de l'Administration du Système d'Information
3. Sous-direction de la Sécurité Informatique : à laquelle sont rattachés, deux services :
 - a- Service veille et suivi,
 - b- Service sécurité SI.



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Elle est notamment chargée de :

- Elaborer tous les actes juridiques se rapportant à l'activité de la banque.
- Elaborer tout type de conventions en particulier celles régissant le partenariat de la BFPME avec les autres intervenants du système financier.
- Examiner les garanties proposées par les emprunteurs mettre un avis motivé et émettre les mains levées.
- Validation des saisies sur le système d'information faites par la direction.
- Suivre les dossiers des garanties SOTUGAR et autres fonds de garantie étape engagement.
- Apporter un appui juridique à toutes les autres Directions de la banque
- Proposer toutes les mesures tendant à améliorer les supports juridiques de la banque.
- Veiller à la conservation des dossiers juridiques relatifs aux prêts accordés aux clients et aux garanties.

Sont rattachées à cette Direction, les deux sous-directions suivantes :

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ

Elle est notamment chargée de :

- Formaliser les règles et méthodes comptables sur la base des options et politiques comptables adoptés par la banque et les communiquer aux services concernés,
- Enregistrer et clôturer de la journée comptable,
- Valider les écritures comptables,
- Conserver les pièces comptables,
- Contrôler les journées comptables,
- Rapprocher les comptes bancaires,
- Justifier mensuellement les comptes,
- Elaborer les situations comptables périodiques et de fin d'exercice et les communiquer dans les délais réglementaires,
- Préparation des déclarations fiscales périodiques dans les délais réglementaires.

Sont rattachées à cette Direction, deux sous-directions, à savoir :

1. Sous-direction des opérations comptables,
2. Sous-direction du contrôle comptable et du reporting.

DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Elle est notamment chargée de :

- Suivre et imputer les utilisations sur les ressources de la banque et les opérations sur le marché monétaire et le marché financier,
- Déterminer les besoins en ressources locales et étrangères sur la base des prévisions en matière de crédits,
- Gérer la caisse, les débloques des crédits et les traites.
- Assurer le paiement des salaires, des factures et autres,
- Gérer les immobilisations, les équipements et les achats de biens et services,
- Mettre en œuvre une politique opérationnelle et animée des ressources humaines de la banque, notamment en ce qui concerne le recrutement, la formation et la mobilité interne,
- Préparer les formalités administratives relatives à la passation des marchés, et élaborer les procès-verbaux.
- Gérer les archives de la banque.

Sont rattachées à cette direction, les deux sous directions ci-après :

- Sous-direction de la trésorerie et des finances, comportant deux services :
 - Service de la trésorerie,
 - Service financier.
- Sous-direction administrative, comportant trois services :
 - Service des ressources humaines,
 - Services des moyens généraux.
 - Service de la gestion des archives.

DIRECTION DU RECOUVREMENT

Elle est notamment chargée de :

- Assurer le recouvrement des créances de la banque,
- Envoyer aux clients les avis d'échéance, les rappels d'échéance et toute situation demandée,
- Saisir les encaissements et affecter les paiements du client,
- Suivre périodiquement le recouvrement auprès des banques partenaires,
- Revoir périodiquement les comptes clients et les mettre éventuellement à jour,
- Assurer le recouvrement à l'amiable des créances de la banque,
- Elaborer les plans de restructuration à présenter au comité de recouvrement et de suivi,
- Gérer la phase précontentieuse des dossiers de crédits,
- Représenter et suivre les participations de la banque,
- Participer à la réévaluation des garanties en collaboration avec la direction des affaires juridiques.

Sont rattachées à cette Direction, les deux sous- directions suivantes :

- Sous-direction de la Gestion du Recouvrement,
- Sous-direction du Suivi de l'Exploitation.

DIRECTION DE RÉOLUTION DES CRÉANCES NON PERFORMANTES

Elle est notamment chargée de :

- Définir et piloter la stratégie de gestion et de résolution des créances non performantes
- Assurer le suivi et l'optimisation du portefeuille des créances classées
- Veiller à la mise en œuvre des dispositifs de restructuration des créances
- Coordonner avec les différentes structures internes et les partenaires externes (avocats, sociétés de recouvrement, etc.)
- Assurer la conformité aux dispositions réglementaires et aux politiques internes
- Elaborer et suivre les indicateurs de performance relatifs à la gestion des NPL
- Préparer et présenter les dossiers au comité (CRES)
- Participer à l'élaboration des procédures et à leur amélioration continue
- Encadrer et animer les équipes relevant de la direction
- Assurer un reporting régulier à la Direction Générale

DIRECTION DE REPORTING RÉGLEMENTAIRE

Elle est notamment chargée de :

- Recueillir les données financières et comptables pertinentes auprès des structures concernées ;
- Analyser les informations financières pour assurer leur fiabilité et leur cohérence ;
- Assurer la conformité des déclarations / informations aux exigences réglementaires en vigueur ;
- Maîtriser les obligations à observer en matière d'élaboration, de présentation, de contrôle et de déclaration des informations et leur périodicité ;
- Procéder à la déclaration des informations à la Banque Centrale de Tunisie ;
- Assurer la mission de correspondant de la Banque Centrale de Tunisie en matière de respect des obligations de déclaration, de réponse aux interrogations et aux demandes d'informations, d'éclaircissements et de justifications sur tous les aspects qui peuvent altérer le respect desdites obligations ;
- Assurer la coordination entre toutes les directions concernées par le Reporting pour résoudre les éventuelles divergences ou anomalies ;
- Informer la direction d'audit interne de tout élément qui peut affecter la capacité de la Banque à respecter ses obligations en matière de Reporting ;
- Procéder à la signature électronique de toutes les déclarations transmises à la Banque Centrale de Tunisie via le Système d'Echange des Données (SED) ;
- Mettre à jour le processus de reporting en fonction des modifications apportées par la BCT.

DIRECTION DU CONTENTIEUX

- Proposer l'action juridique à entreprendre.
- Suivre les actions en justice avec les avocats.
- Représenter la banque auprès des instances judiciaires et effectuer (par délégation) les dépositions.
- Validation des saisies sur le système d'information faites par la direction.
- Coordonner les réunions avec les structures internes concernées en vue de trouver une solution adéquate à même d'éviter le recours contentieux (Restructuration ou autres).
- Représenter la Banque auprès des tribunaux, en cas de règlement judiciaire et effectuer les dépositions au nom de la Banque auprès de la police judiciaire et des juges d'instruction.
- Etablissement des déclarations suite aux saisies arrêts effectuées par les autres créanciers.
- Suivre les dossiers des garanties SOTUGAR et autres fonds de garantie étape contentieux.
- Apporter un appui juridique à toutes les autres Directions de la banque.
- Proposer toutes les mesures tendant à améliorer les supports juridiques de la banque.
- Veiller à la conservation des dossiers contentieux.

Sont rattachées à cette Direction, les deux sous- directions suivantes :

- Sous-direction de la Gestion du Contentieux,
- Sous-direction du Suivi de l'Exécution des Jugements



DIRECTION DE LA RÉALISATION, DE LA GESTION DES FONDS ET DU FINANCEMENT À COURT TERME

Elle est notamment chargée de :

- Instruire les dossiers de déblocage des crédits,
- Vérifier la conformité des éléments fournis par le promoteur,
- Préparer des propositions de déblocage des crédits à soumettre à la Direction Générale,
- Débloquer les crédits (préparation des échéanciers, établissement des traites,...),
- Assurer le recouvrement des échéances intervenant durant la période de réalisation du crédit,
- Etablir les tableaux de bord de suivi de l'activité (dossiers réalisés, demandes de déblocage reçues et traitées),
- Planifier des visites de contrôle des projets financés au cours de la phase de réalisation et élaborer des rapports de visite,
- Assurer la Fonction de la banque dépositaire (fonds d'essaimage, fonds d'amorçage)
- Gérer les ressources extérieures,
- Etudier et évaluer les demandes de financement des marchés publics (demande d'engagement par signature ou demande d'avance sur facture),
- Suivre les engagements par signature accordés jusqu'à main levée,
- Suivre et contrôler les crédits débloqués par la banque partenaire lors de l'appel de fonds,
- Suivre les relations du client avec la banque partenaire au cofinancement.

Sont rattachées à cette Direction, quatre sous-direction, à savoir :

1. Sous-direction de Déblocage,
2. Sous-direction du Suivi des Réalisations,
3. Sous-direction de la Gestion des Fonds Externes,
4. Sous-direction du Financement à Court Terme.

DIRECTION DES ÉTUDES ET ÉVALUATION

Elle est notamment chargée de :

- Donner une appréciation préliminaire des demandes de financement et élaborer des notes d'évaluation,
- Étudier et évaluer les dossiers retenus par le Comité d'Évaluation,
- Présenter les dossiers de crédit aux instances décisionnelles de la banque,
- Participer aux actions de promotion des activités de la banque auprès des structures d'appui,
- Suivre l'évolution des projets et assistance des promoteurs pour le bouclage de leur schéma de financement,

Sont rattachées à cette Direction, les trois sous –direction suivantes :

1. Sous-direction des Technologies Evoluées,
2. Sous-direction des Produits Consommables,
3. Sous-direction de Technologies de l'Information et de la Communication.

DIRECTION DE L'ASSISTANCE, DE L'IDENTIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT

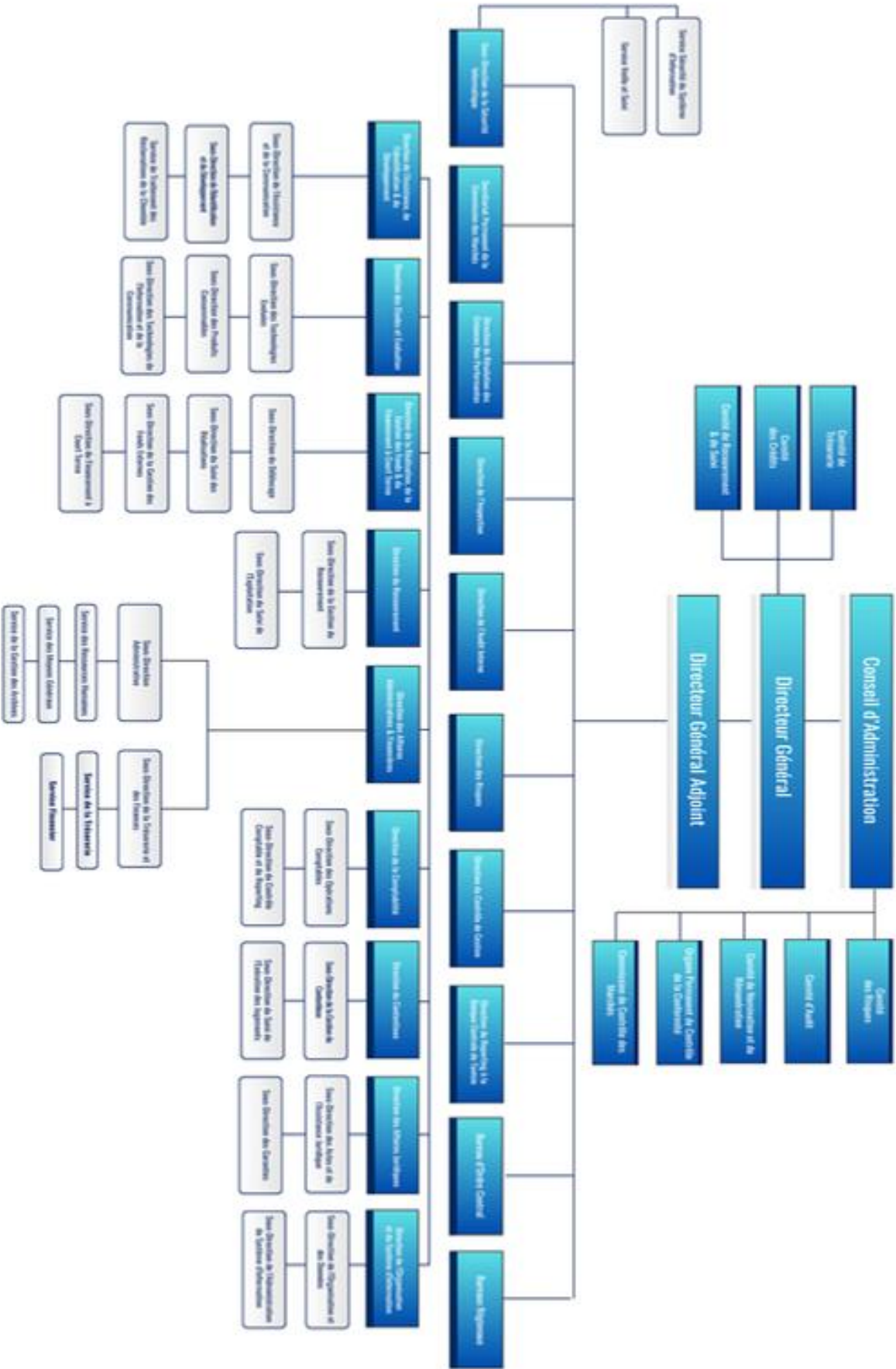
Elle est notamment chargée de :

- Identifier des promoteurs à travers l'animation des réseaux pourvoyeurs de projets (centres d'affaires, offices de développement, pépinières, pôles technologiques, cellules d'essaimage, clubs de création d'entreprises, universités...),
- Identifier de nouveaux axes de développement (activités innovantes à fort potentiel à proposer dans une base de données aux promoteurs potentiels.),
- Rechercher et concrétiser les partenariats institutionnels,
- Développer la coopération technique, financière et l'échange d'expertise,
- Réaliser des études spécifiques,
- Développer et adapter l'offre aux attentes,
- Assister au démarrage, gérer les appels téléphoniques des prospects, les accueillir et répondre à leurs appels/ emails / courriers,
- Assister les prospects au bouclage de leurs demandes et au bouclage du schéma de financement des projets innovants,
- Gérer la base des données informationnelles sur intranet assurant une veille technologique,
- Gérer le centre de documentation de la banque (récupération de toute information pertinente, synthèse d'études, revue de presse),
- Concevoir et réaliser l'ensemble des supports de communication externe de la banque,
- Assurer l'appui et la communication aux directions de la banque, promouvoir les activités de la banque, participer et organiser divers colloques et séminaires,
- Assurer l'évolution et la mise à jour du site web,
- Mettre en œuvre les actions de web marketing (création de pages ou des microsites, gestion des e-mailings, création graphique ou adaptation de contenus), et d'autres tâches telle que faciliter l'accès aux principaux moteurs de recherche, animer des forums de discussion, etc.

Sont rattachées à cette Direction, deux sous-directions et un service à savoir :

1. Sous-direction de l'Identification et du Développement,
2. Sous-direction de l'Assistance et de la Communication.
3. Service de traitement des réclamations de la clientèle.

ORGANIGRAMME





03

**ENVIRONNEMENT
ÉCONOMIQUE, BANCAIRE
ET FINANCIER**

■ ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

■ AU NIVEAU INTERNATIONAL

En 2025, la croissance économique mondiale a fait preuve de résilience en se stabilisant à 3,2 % selon le FMI. L'activité globale a résisté malgré l'impact des politiques protectionnistes, les tensions géopolitiques persistantes et les effets prolongés des taux d'intérêt élevés maintenus par les grandes banques centrales.

- **Chômage** : Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le marché mondial de l'emploi est resté stable avec un taux de chômage mondial à 4,9 % en 2025. Aux États-Unis, le taux s'est établi à 4,2 % en décembre 2025, tandis qu'il s'est stabilisé près de ses plus bas historiques dans la zone Euro et au Japon.
- **Inflation** : L'inflation mondiale a poursuivi sa trajectoire descendante pour atteindre 4,2 % en 2025 (contre 5,8 % en 2024). Cette désinflation progressive découle de la transmission des politiques monétaires restrictives et de la stabilisation des prix des matières premières.

■ AU NIVEAU NATIONAL

En Tunisie, l'activité économique a enregistré un redressement significatif avec un taux de croissance s'élevant à 2,5 % sur l'ensemble de l'année 2025, contre 1,4 % en 2024.

- **Chômage** : Le taux de chômage national a confirmé sa dynamique de repli progressif pour s'établir à 15,2 % au quatrième trimestre 2025 (contre 16 % fin 2024).
- **Inflation** : L'indice des prix à la consommation a poursuivi sa décélération tout au long de l'année pour se stabiliser à 5,5 % en moyenne sur 2025, consolidant la tendance baissière amorcée à la mi-2024.

■ ENVIRONNEMENT BANCAIRE ET FINANCIER

■ ACTIVITÉ BANCAIRE ET MONÉTAIRE

L'évolution du système bancaire tunisien en 2025 s'est caractérisée par une consolidation continue de la collecte des dépôts et une gestion prudente des engagements face à une demande de crédits modérée de la part des entreprises.

Taux Moyen du Marché Monétaire (TMM) : Le TMM a amorcé une baisse progressive pour s'établir à 7,49 % en décembre 2025 (contre 7,99 % en décembre 2024).

Politique Monétaire : Ce recul a anticipé la décision du Conseil d'Administration de la BCT du 30 décembre 2025 d'abaisser son taux directeur de 50 points de base pour le ramener à 7,00 % afin de soutenir l'investissement.

MARCHÉS BOURSIERS

Au niveau national :

Le marché financier tunisien a réalisé une année historique. Le TUNINDEX a clôturé l'année 2025 sur une performance exceptionnelle de +35,12 % (contre +13,75 % en 2024), fortement soutenu par la rentabilité du secteur financier.

Au niveau international :

Les places financières mondiales ont été portées par le dynamisme des valeurs technologiques :

- Dow Jones (États-Unis) : +12,97 %
- Nasdaq (États-Unis) : +20,36 %
- CAC 40 (France) : +10,42 % (après un repli de -2,15 % en 2024)
- Nikkei 225 (Japon) : +26,20 %

Tableau Synthétique Comparatif (2024 /2025)

Indicateurs	Année 2024	Année 2025
Croissance Économique Mondiale	3,2 %	3,2 %
Inflation Mondiale	5,8 %	4,2 %
Croissance Économique (Tunisie)	1,4 %	2,5 %
Inflation Moyenne (Tunisie)	~7,0 %	5,5 %
Chômage (Tunisie - Fin d'année)	16,0 %	15,2 %
TMM en Décembre (Tunisie)	7,99 %	7,49 %
Performance du TUNINDEX	+13,75 %	+35,12 %

PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES

- Tunisie : Les institutions tablent sur une consolidation de la croissance au-delà de 2,8 % pour l'année 2026, appuyée par la baisse des coûts du crédit (taux directeur à 7,00 %). L'objectif est de maintenir l'inflation sous la barre des 5 %.
- International : Le FMI anticipe un maintien de la croissance globale à 3,2 % au titre de l'année 2026. Les banques centrales (FED, BCE) devraient poursuivre la normalisation de leurs taux à mesure que l'inflation converge vers la cible de 2 %.



04

CONTRÔLE INTERNE

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne est défini, au sein de la Banque, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques, permettant d'assurer

- l'efficacité et l'efficience de la conduite des opérations relatives ;
- la préservation du patrimoine et des immobilisations ;
- l'exactitude et la fiabilité des informations comptables et financières ;
- la conformité des opérations réalisées à la réglementation en vigueur.

Pour la mise en œuvre des objectifs ci-dessus, le dispositif de contrôle interne de la Banque est organisé selon le modèle des « trois lignes de défense » en conformité avec la réglementation en vigueur :

Le contrôle permanent de « niveau 1 », effectué par les entités relevant des différentes structures opérationnelles et fonctionnelles de la Banque sous la supervision directe de la hiérarchie, a pour objectif principal de s'assurer la régularité et conformité des différentes opérations de la Banque aux procédures en vigueur. Il comprend donc l'autocontrôle et le contrôle hiérarchique.

Ce contrôle permanent est mis en œuvre à travers des contrôles effectués par les responsables opérationnels qui sont chargés d'analyser les risques des opérations traitées, de mettre en place et d'effectuer les contrôles relatifs à ces opérations. Pour ce faire, les entités opérationnelles se basent sur des référentiels notamment des politiques et procédures ainsi qu'une séparation des tâches incompatibles.

Le contrôle permanent de « niveau 2 », assuré par des structures distinctes des opérationnelles, en l'occurrence par la Direction des Risques (structure chargée de la mesure et de la surveillance des risques), la Direction du Contrôle de Gestion et l'Organe Permanent du Contrôle de la Conformité, en vue de s'assurer de la régularité et de la conformité des opérations effectuées.

Le contrôle périodique de « niveau 3 », strictement indépendant des entités opérationnelles, est exercé par la Direction de l'Audit Interne et la Direction de l'Inspection qui émettent des recommandations afin d'améliorer l'efficacité du système de contrôle interne.

- La Direction de l'Audit Interne procède, selon le plan annuel d'audit, à la revue des processus, activités et fonctions dans le cadre de l'examen et de l'évaluation de l'efficacité du dispositif de contrôle interne de premier et de deuxième niveau et leur adéquation aux risques liés aux activités de la Banque et aux opérations effectuées.
- La Direction de l'Inspection assure des missions de contrôle destinées à examiner la régularité et la conformité des opérations réalisées, le respect des habilitations et la réalisation des objectifs opérationnels.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2025 DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE INTERNE

ACQUISITION D'UN SYSTÈME D'INFORMATION INTÉGRÉ

Dans le cadre de sa restructuration organisationnelle, la Banque a lancé, en mars 2025, un appel d'offres portant sur l'acquisition d'un système d'information bancaire intégré.

À l'issue de cette consultation, un prestataire de services a été retenu pour la mise en œuvre de cette solution, qui comprendrait les modules suivants :

- Logiciel « Noyau Central et Fonctions Transversales »
 - Module « Référentiel Unique »
 - Module « Sécurité »
 - Module « Gestion des Clients »
 - Module « Générateur des Etats »
- Logiciel « Crédits »
 - Module « Mise en place des Engagements »
 - Module « Gestion des Déblocages »
 - Module « Gestion des Recouvrements »
 - Module « Gestion des Fonds et Lignes de Financement »
- Logiciel « Agence Centrale»
 - Module « Gestion des Comptes »
 - Module « Gestion des Opérations »
 - Module « Gestion des Caisses »
 - Module « Traitement des valeurs remises et reçues »
- Logiciel « Back Office »
 - Module « Comptabilité »
 - Module « Gestion de la Trésorerie»
 - Module « Déclarations Règlementaires »
 - Module « Gestion des Risques »

La mise en œuvre de ce système a débuté en décembre 2025 et s'étalerait sur une durée de 12 mois, avec l'accompagnement d'un cabinet spécialisé.

RÉVISION DE LA POLITIQUE DE CRÉDIT

Une version actualisée de la politique de crédit a été soumise et approuvée au Conseil d'Administration lors de ses réunions du 23/07/2025 et 12/02/2026. Cette révision a notamment porté sur :

- les critères d'éligibilité au financement ;
- la création d'une instance de décision dénommée « Comité Restreint de Crédit » ;
- le plafond d'intervention du BFPME en termes d'engagement par contrepartie ;
- les fiches produits « Création », « Extension », « Matériel roulant » et « Crédit BFR » ;
- les matrices des garanties additionnelles exigées pour les CMLT « Création » et « Extension ».

RÉVISION DE LA POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT

Une version actualisée de la politique de provisionnement a été soumise et approuvée au Conseil d'Administration lors de sa réunion du 23/07/2025. Cette révision a notamment porté sur :

- les provisions collectives : adoption d'une nouvelle méthodologie ;
- les principes de classification des actifs ;
- les provisions relatives aux fonds gérés : actualisation des fonds gérés.

CRÉATION D'UN COMITÉ DE RÉOLUTION

Dans le cadre de l'optimisation de la gestion des créances non performantes, il a été instauré un Comité de Résolution dont les attributions consistent en l'examen des demandes de restructurations soumises par les clients de la Banque.

Ce Comité est également chargé de proposer des recommandations pour l'amélioration continue des processus de résolution et de gestion des créances non performantes.

Par ailleurs, la Banque a mis en place une procédure de gestion des demandes de restructuration, approuvée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 23/07/2025.

RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE CONFORMITÉ ET DE VIGILANCE CLIENT

À compter de mars 2025, la Banque a souscrit à une solution de filtrage de la clientèle fournie par la société « RegrowTech ».

Cette solution, conforme aux exigences réglementaires en vigueur, permettra d'effectuer le filtrage des clients de la Banque tant en amont de l'entrée en relation d'affaires qu'en cours de relation.

Le filtrage est effectué sur la base des listes de sanctions émises par les instances internationales compétentes, de la liste nationale, ainsi que des bases de données relatives aux personnes politiquement exposées (PPE).

MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU PRODUIT « BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT STRUCTUREL »

La Banque a mis en place un nouveau produit dénommé « BFRS », dont les procédures ont été présentées et approuvées par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22/09/2025.

Ce nouveau mécanisme de financement s'adresse principalement aux entreprises en phase de croissance ou confrontées à des tensions structurelles de trésorerie affectant leur cycle d'exploitation.

Il a pour objectif de rétablir durablement l'équilibre financier de ces entreprises à travers l'octroi de crédits à moyen terme destinés au renforcement de leur fonds de roulement.

À travers ce produit, la Banque vise à soutenir la continuité et la pérennité des activités des entreprises bénéficiaires, à consolider leur situation financière sur des bases saines et à accompagner leur développement dans des conditions adaptées à leurs besoins d'exploitation.

Le produit « BFRS » est destiné notamment au financement :

- les achats de matières premières, de produits semi-finis et finis,
- les charges salariales, pour les sociétés de services à forte intensité de main-d'œuvre.

PRÉSENTATION DES PRINCIPALES ACTIONS PROJETÉES DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE INTERNE

FIABILISATION DES DONNÉES ET MISE EN PLACE DU SYSTÈME D'INFORMATION INTÉGRÉ

L'exercice 2026 sera principalement consacré à la mise en œuvre du nouveau système d'information bancaire intégré, considéré comme un projet structurant dans le cadre de la modernisation et de la transformation organisationnelle de la Banque. Cette phase portera notamment sur le paramétrage et le déploiement des différents modules du système, ainsi que sur les travaux préparatoires nécessaires à sa mise en exploitation dans des conditions optimales.

Une attention particulière sera accordée aux opérations de fiabilisation, d'assainissement et de sécurisation des données existantes, afin de garantir leur exhaustivité. L'exercice couvrira également les travaux de migration des données vers le nouveau système d'information, incluant les phases de contrôle, de validation, de tests et de reprise des données, en vue d'assurer une transition fluide et sécurisée vers la nouvelle plateforme.

ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ ET DE RÉSEAU

Dans le cadre de la refonte de l'infrastructure réseau et sécurité informatique, la Banque prévoit l'acquisition de divers équipements, notamment des pare-feu, des data centers, des solutions de contrôle d'accès réseau, des outils anti-spam ainsi que des solutions de gestion et d'administration des pare-feu et de supervision. Ces acquisitions feront l'objet d'un appel d'offres prévu pour l'année 2026.

MISE À JOUR DES LICENCES SERVEURS

Dans le prolongement du déploiement du nouveau système d'information bancaire intégré, la Banque procédera à la mise à jour des licences serveurs, à l'acquisition de licences antivirus, de licences oracle et de licences d'un logiciel de signature électronique.

ACTUALISATION ET MISE EN PLACE DES PROCÉDURES

Dans le cadre de sa restructuration organisationnelle, la Banque prévoit, au cours de l'année 2026, de mettre en place et d'actualiser les principales procédures opérationnelles relatives aux fonctions support. Les procédures encadrant les processus d'octroi, d'engagement, de décaissement et de recouvrement des crédits seront élaborées concomitamment à la mise en œuvre du nouveau système d'information, afin d'assurer leur parfaite adéquation avec les nouveaux outils et modes de gestion.

ACTIVITÉS MÉTIERS DE LA BANQUE



05

ACTIVITÉ CRÉDITS

FLUX D'AFFAIRES 2025

A | DEMANDES DE FINANCEMENT :

La Banque a reçu 174 nouvelles demandes de financement en 2025, un chiffre en hausse, reflétant l'effet d'annonce des nouveaux produits de la banque (Prêt BFR, prêt Matériel Roulant et PP START-UP).

Sur ces 174 demandes reçues, la répartition est la suivante :

- Demandes examinées par le comité de crédit ou par le comité restreint de crédit : 81 demandes dont 47 approuvées et 34 rejetées.
- Demandes instruites mais abandonnées par les promoteurs ou par la contrainte de la ressource de financement (coût supérieur à 200 mDT) : 88 demandes.
- Demandes en cours d'évaluation : 5 demandes.

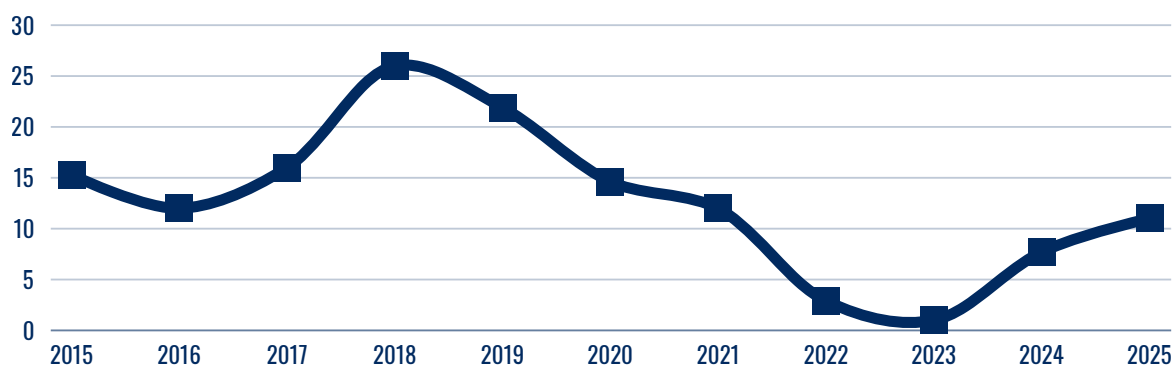
B | APPROBATIONS ET VOLUME DE FINANCEMENT (CMLT) :

En 2025, l'activité de crédit s'est améliorée, par rapport à l'année 2024, grâce à l'effet de la diversification des produits de la banque par la création de nouveaux produits bancaires (BFR, PP START-UP et MR).

Cette dynamique a permis l'octroi de 59 approbations, couvrant les crédits d'investissement et les prêts participatifs.

Les approbations ont atteint un total 11024 mDT pour les crédits d'investissement (Moyen et Long Terme) et de 2470 mDT pour les prêts participatifs.

Volume des approbations brutes en MDT au 31 Décembre 2025



FAITS MARQUANTS :

Depuis Octobre 2025 :

Lancement de deux nouveaux produits financiers : « Prêt BFR » et « Prêt Matériel Roulant ».

Contrainte du fonds FNE :

Les lignes disponibles tirées sur le fonds FNE ne permettent que le financement des projets dont le coût d'investissement n'excède pas 200 mille dinars.

Cette contrainte a privé la banque de l'instruction et de la prise en charge d'environ une trentaine de demandes de financement, représentant un volume total d'investissement de l'ordre de 70 millions de dinars, pour des financements sollicités estimés à environ 25 millions de dinars.

Actualisation de la politique de crédit (conseil d'administration du 23/07/2025) :

La politique de crédit a été actualisée par l'élargissement des secteurs prioritaires (économie verte, startups), le relèvement des plafonds d'investissement, le renforcement des critères d'éligibilité et de risque, l'introduction de nouveaux produits, ainsi que la révision des instances de décision et des règles de gouvernance et garanties.

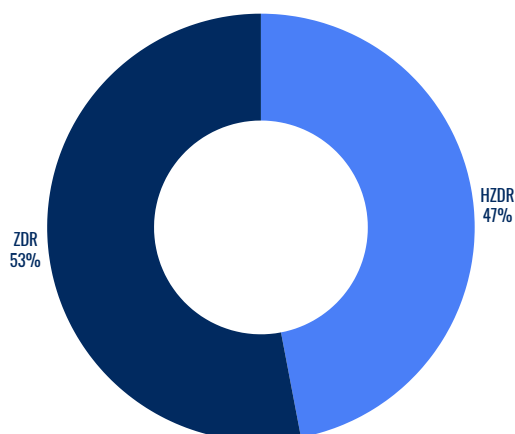
Création du comité restreint de crédit :

La révision de la politique de crédit a introduit une nouvelle instance pour accélérer les décisions sur les petits dossiers ne dépassant pas 300 mille dinars de crédits, en vue d'améliorer la réactivité et renforcer l'efficacité globale.

Répartition Géographique:

53% des Approbations sont dans des Zones de Développement Régionales (ZDR).

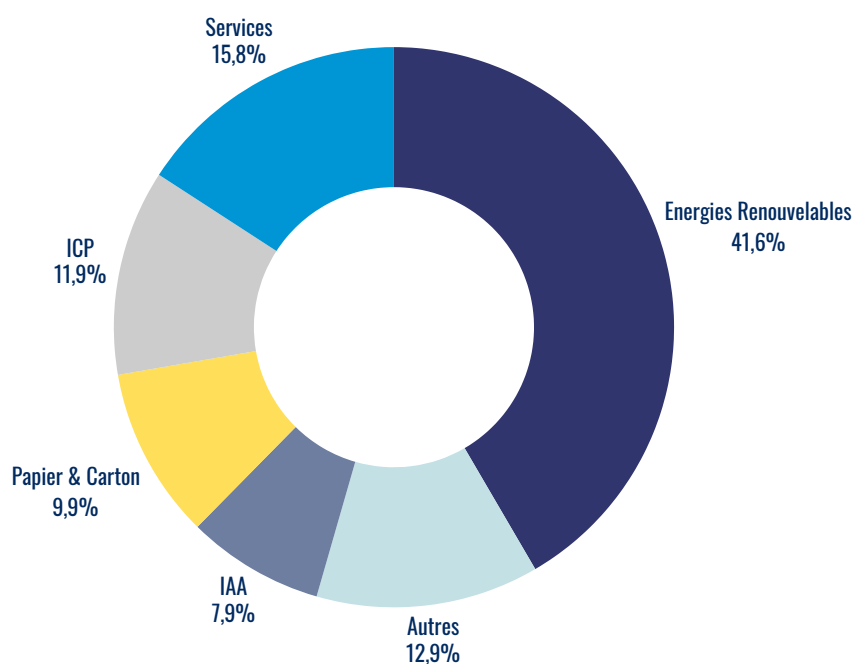
Répartition des approbations de 2025 par zone



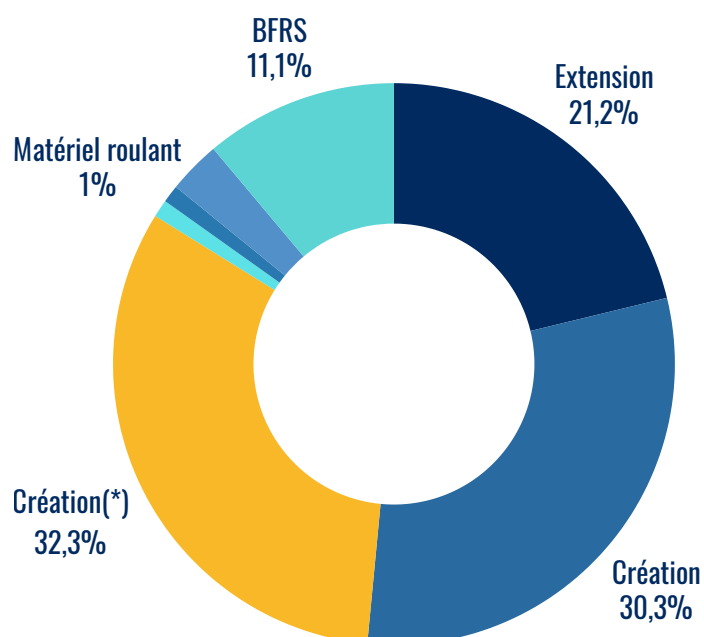
Répartition Sectorielle

Les secteurs des Energies Renouvelables et des services ont accaparé 58% des crédits MLT accordés.

Répartition sectorielles des approbations 2025



Répartition selon la nature de l'investissement



Création (*) : Création issue de PME solides existantes.

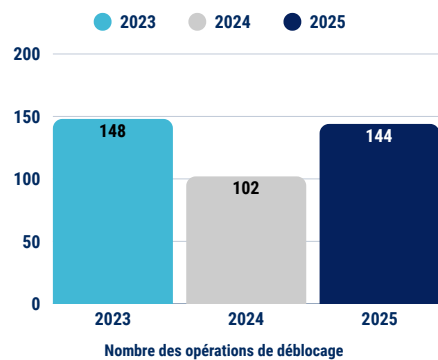
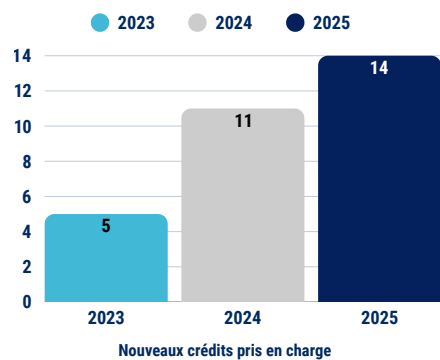
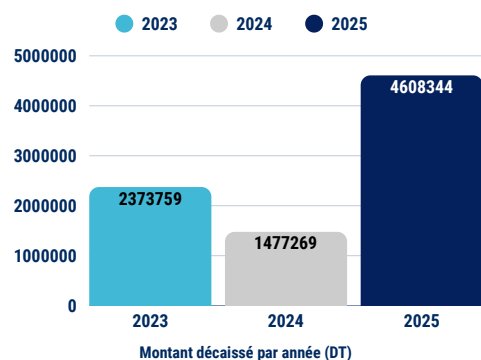
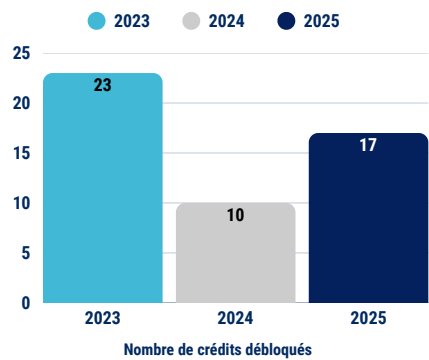
06

ACTIVITÉ DÉBLOCAGE DES CRÉDITS

ANALYSE DES DÉBLOCAGES DE L'ANNÉE 2025

Etat des Crédits débloqués:

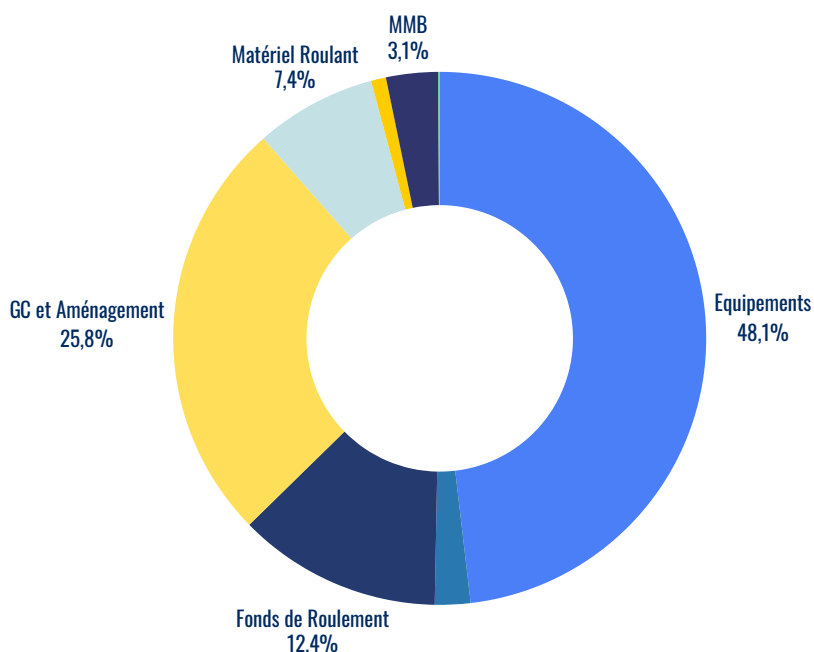
Libellé	2023	2024	2025
Nombre de crédits débloqués	23	10	17
Montant décaissé (DT)	2 373 759	1 477 269	4 608 344
Nouveaux crédits pris en charge	5	11	14
Nombre des opérations de déblocage	148	102	144



Défalcation des déblocages par rubrique d'investissement :

Rubrique d'investissement	Année 2025 Montant (en DT)	%
Equipements	2 218 644	48,14%
Frais d'établissement	99 265	2,15%
Fonds de Roulement	570 160	12,37%
GC et Aménagement	1 189 900	25,82%
Matériel Roulant	339 409	7,37%
Investissement Immatériel	41 621	0,90%
MMB	145 055	3,15%
Divers & Imprévus	4 292	0,09%
Total (DT)	4 608 344	100%

Déblocages par rubrique d'investissement (DT)

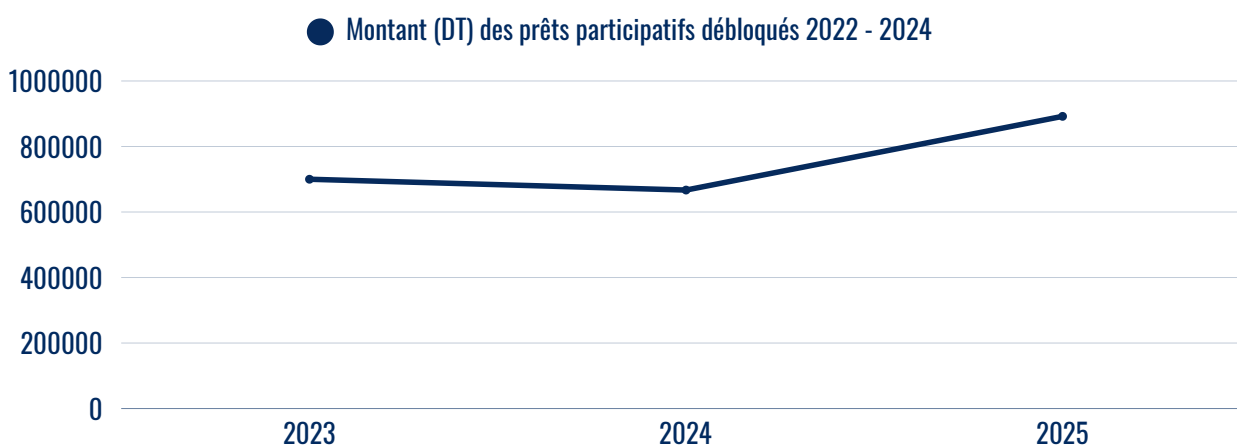
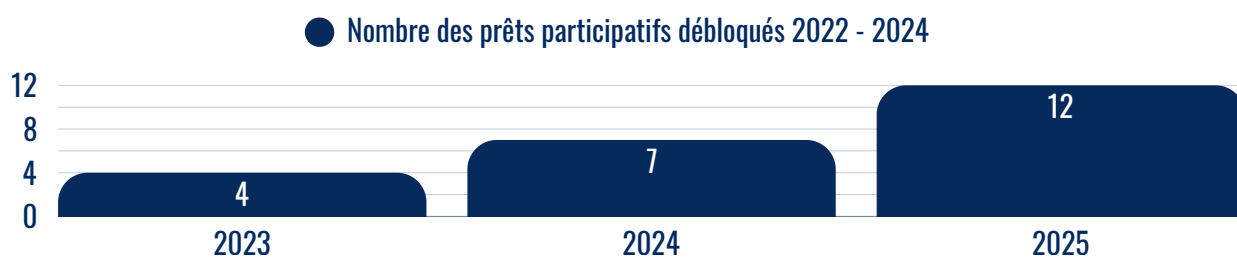


D'après les statistiques de l'année 2025, environ **50%** des montants des crédits débloqués ont servi au financement de la rubrique « Equipements de production ».

Egalement, environ **25%** des montants débloqués ont été alloués au poste « Génie Civil et Aménagement » et le montant décaissé pour le financement du fonds de roulement présente **12%** des montants débloqués.

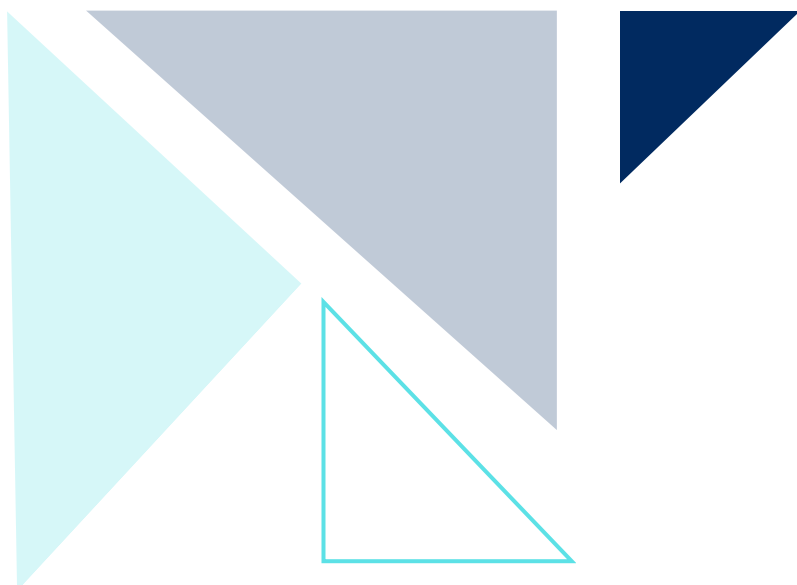
ACTIVITÉ DE DÉBLOCAGE DES PRÊTS PARTICIPATIFS

Libellé	2023	2024	2025
Nombre des prêts participatifs débloqués	4	7	12
Montant des prêts participatifs débloqués (en DT)	700 000,000	667 000,000	892 000,000



La banque a procédé, au cours de l'année 2025 au déblocage de 12 prêts participatifs pour un montant total de 892 mDT. ces déblocages sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Ressource	En Nombre	En Montant (mDT)
Prêts participatifs INTILAK 2	06	440
Prêts Participatifs QFF 2	01	15
Prêts Participatifs RAIDET	02	133
Prêts Participatifs FONDS SUISSE 2	02	104
Prêts Participatifs STARTUP FNE 2025	01	200
Total	12	892



ACTIVITÉ D'APPEL DE FONDS SUR LES LIGNES DE CRÉDITS ET AUTRES FONDS MIS À LA DISPOSITION DE LA BANQUE :

L'activité d'appel de Fonds a été limitée en 2025 au Fonds FNE, au Fonds FAR et le prêt trésor, étant donné que la banque a déjà procédé au tirage de tous les autres Fonds mis à sa disposition :

Libellé du fonds	Tirages (DT)	
Prêts Trésors	4 500 000,000	30/05/2025
	4 500 000,000	24/11/2025
FNE BFR 2025	5 000 000,000	
FNE CMLT 2025	3 500 000,000	
FNE STARTUP 2025	3 000 000,000	
FAR	513 288,192	
Total	21 013 288,192	

The background of the slide is a dark blue overlay on a photograph of an industrial setting. Large, metallic gears are visible, and in the lower right, a worker wearing a yellow hard hat and a red jacket is seen from behind, looking towards the machinery. The overall tone is industrial and professional.

07

ACTIVITÉ RECOUVREMENT

Évolution du recouvrement 2021–2025

Mois	2021	2022	2023	2024	2025
Janvier	1922	1953	3384	2892	2033
Février	928	1450	1315	2070	1149
Mars	1744	1556	2966	1770	881
Avril	2869	2924	1554	1696	1862
Mai	663	1467	2068	1443	1234
Juin	1223	3804	2310	2600	1120
Juillet	1640	2476	1470	2325	1591
Août	1605	1648	1527	813	969
Septembre	1100	1634	2410	2340	2297
Octobre	2707	2324	986	1898	1872
Novembre	1392	1564	1947	1436	1845
Décembre	2069	1758	1281	2833	1961
TOTAL	19,862	24,558	23,218	24,116	18 814

Recouvrement Global par Gouvernorat

Recouvrement Global par Gouvernorat							
RG	Gouvernorat	Principal	Intérêt	Commissions	Int Principal	Int Intérêt	Total général
1	Sfax	17 356 618	6 634 443	268 526	1 526 132	399 352	26 185 071
2	Ariana	13 675 097	5 129 188	224 072	3 437 624	807 220	23 273 202
3	Sousse	15 090 994	5 706 706	212 840	1 549 603	366 444	22 926 587
4	Béja	13 048 162	5 700 138	154 243	1 800 626	577 033	21 280 203
5	Kairouan	13 177 679	5 248 233	159 085	1 688 806	445 786	20 719 587
6	Tunis	12 514 572	4 680 311	111 575	1 942 379	274 649	19 523 485
7	Zaghouan	9 967 370	5 775 625	231 706	2 348 028	565 069	18 887 798
8	Gabes	9 968 302	3 808 919	141 812	1 635 607	381 809	15 936 449
9	Kasserine	8 151 613	4 595 089	164 517	2 069 599	692 843	15 673 662
10	Nabeul	9 217 793	3 625 638	75 035	821 912	159 427	13 899 806
11	Ben Arous	7 548 703	3 509 546	110 019	2 192 970	352 102	13 713 340
12	Bizerte	7 519 936	2 889 895	85 529	1 223 651	365 940	12 084 952
13	Siliana	7 509 089	2 848 702	71 343	1 100 541	305 514	11 835 189
14	Mahdia	7 841 036	2 747 636	77 054	470 654	122 714	11 259 093
15	Jendouba	5 911 256	2 675 520	95 795	1 617 185	865 644	11 165 400
16	Sidi Bouzid	6 673 663	2 646 125	68 020	1 086 256	198 306	10 672 370
17	Manouba	6 801 051	2 351 883	74 492	859 496	182 203	10 269 125
18	Medenine	5 564 835	2 100 365	73 945	804 722	197 354	8 741 222
19	Monastir	5 093 728	2 247 370	52 829	630 915	195 708	8 220 549
20	Gafsa	4 550 503	2 338 532	113 749	800 772	214 801	8 018 357
21	Kef	3 939 831	1 432 760	70 745	714 174	144 106	6 301 616
22	Tozeur	2 087 826	1 199 063	40 213	462 794	143 249	3 933 144
23	Tataouine	1 814 359	526 830	26 115	131 043	23 359	2 521 705
24	Kebili	864 561	503 208	28 703	379 354	94 158	1 869 984
Total général		195 888 577	80 921 726	2 731 959	31 294 843	8 074 790	318 911 896

Recouvrement annuel par gouvernorat 2021–2025 (mDT)						
Gouvernorat	2021	2022	2023	2024	2025	Total 21-25
Sousse	1 375	2 257	2 567	2 450	2 514	11 164
Sfax	2 195	2 167	2 325	2 325	2 059	11 071
Kairouan	1 236	1 926	2 064	2 517	2 157	9 900
Ariana	1 219	1 507	1 289	1 756	906	6 677
Zaghuan	923	1 409	1 516	1 363	1 397	6 608
Sidi Bouzid	768	1 038	1 258	1 454	1 287	5 806
Gabès	961	1 714	1 041	836	466	5 018
Tunis	1 148	1 297	1 081	864	555	4 945
Monastir	601	981	1 001	891	1 031	4 505
Siliana	679	668	524	2 081	472	4 424
Mahdia	877	908	794	833	646	4 058
Béja	976	1 320	796	489	227	3 808
Nabeul	904	905	840	649	592	3 890
Ben Arous	786	757	718	601	583	3 446
Kasserine	744	749	803	611	345	3 252
Bizerte	818	766	729	545	298	3 156
Manouba	816	834	616	493	317	3 076
Kef	320	681	555	678	584	2 818
Gafsa	747	604	512	396	287	2 546
Jendouba	555	624	524	392	263	2 358
Tataouine	330	353	424	512	485	2 104
Tozeur	300	383	377	291	288	1 639
Kebili	50	64	128	146	77	465
TOTAL BFPME	19 862	24 558	23 218	24 116	18 814	110 568

Taux de recouvrement par gouvernorat			
Gouvernorat	Total Impayés HIR	Recouvrement (KDT)	Taux de rec. HIR
Nabeul	8 089	13 900	63,2%
Sousse	14 189	22 927	61,8%
Mahdia	7 116	11 259	61,3%
Kairouan	13 521	20 720	60,5%
Sfax	17 975	26 185	59,3%
Béja	15 952	21 280	57,2%
Tunis	13 410	19 523	59,3%
Siliana	12 656	11 835	48,3%
Bizerte	13 804	12 085	46,7%
Zaghuan	23 232	18 888	44,8%
Kebili	2 317	1 870	44,7%
Gafsa	10 872	8 018	42,4%
Kasserine	22 156	15 674	41,4%
Total	268 484	318 912	54,3%

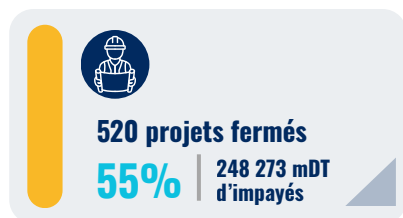


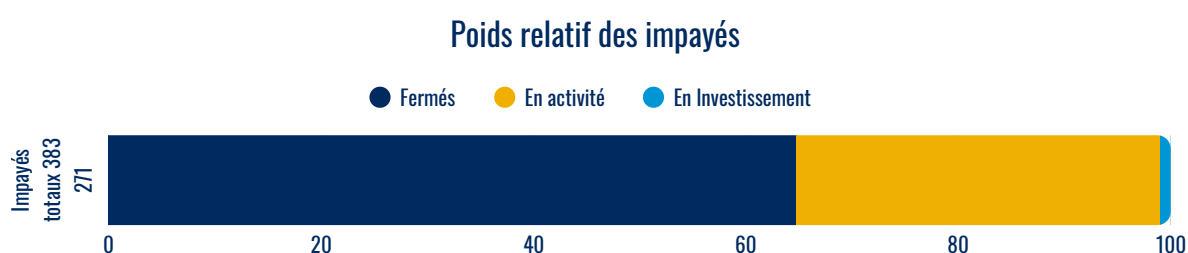
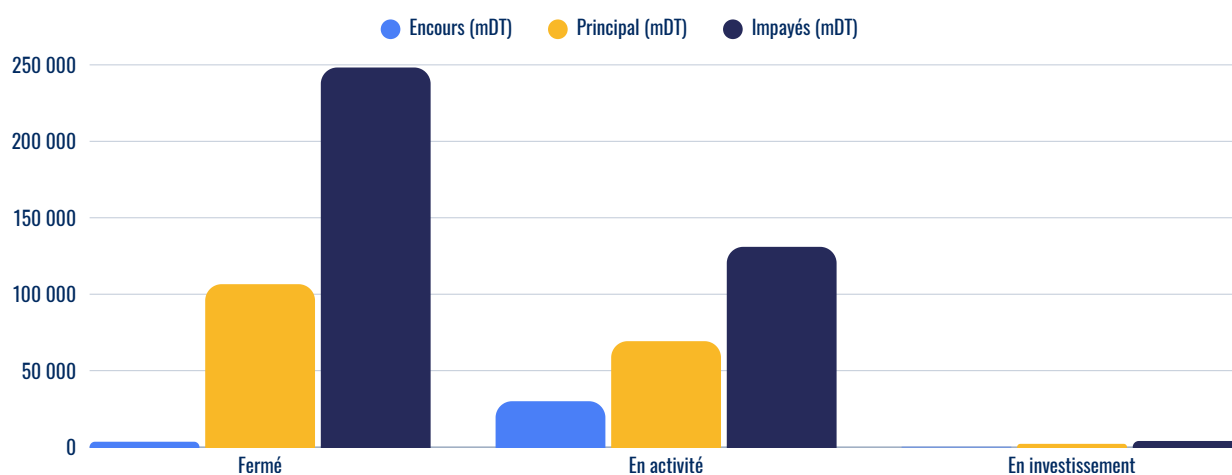
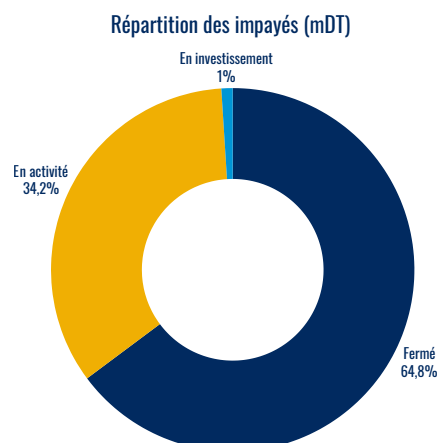
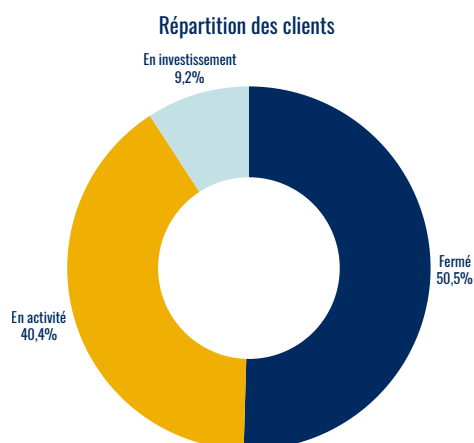
Situation économique du portefeuille clients

Situation	Nb clients	Encours (mDT)	Principal (mDT)	Impayés (mDT)
Fermé	520 (55%)	3 526	106 560	248 273
En activité	424 (44%)	30 013	69 288	130 983
En investissement	10 (1%)	225	2 135	4 014
Total général	954 (100%)	33 764	177 984	383 271

55% du portefeuille CMT est composé de projets fermés, représentant 248 MDT d'impayés (64,8% du total). La capacité de recouvrement sur ces dossiers est très faible et nécessite le recours à des voies judiciaires ou à des sociétés de recouvrement.

Situation économique du portefeuille CMT - BFPME Données au 31/12/2025 — Total impayé 383 271 mDT – 954 relations CMT





Constats clés

55% des clients sont des projets fermés par conséquent, aucun revenu et aucune capacité de remboursement.

Ces projets fermés concentrent 64,8% des impayés (248 MDT): seules les garanties et procédures judiciaires permettent de récupérer les impayés de la banque.

Les 424 entreprises encore actives: recouvrement amiable prioritaire (éligibles Art.53/63 avec un potentiel de récupération réel).

Situation juridique du portefeuille clients

Situation	Nb clients	Encours (mDT)	Principal (mDT)	Impayés (mDT)	%
En contentieux	370	4 925	99 931	213 527	55,7%
Jugement	295	443	48 218	121 722	31,8%
En recouvrement	233	26 586	16 203	22 827	6,0%
Précontentieux	51	1 809	11 796	20 722	5,4%
Redressement jud.	4	0	1 745	4 287	1,1%
Total général	953	33 764	177 893	383 086	100%

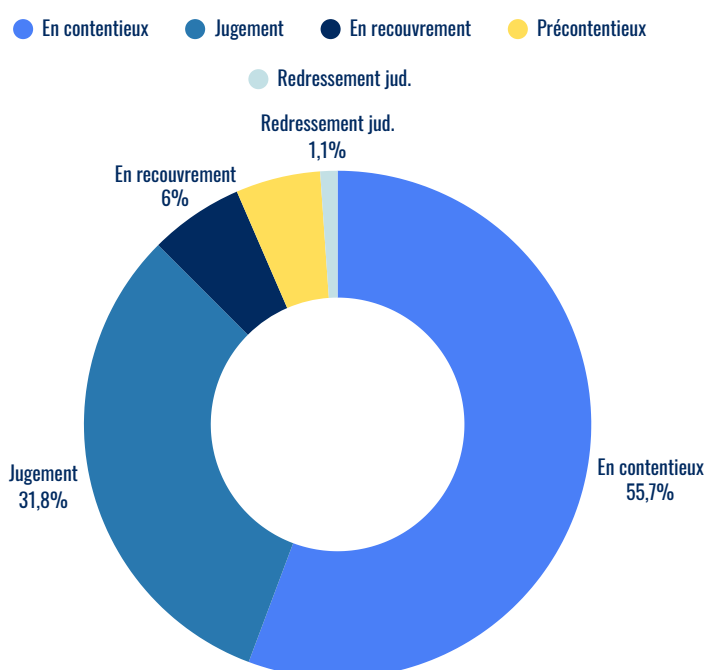
Analyse juridique

En contentieux + Jugement = 87,5% des impayés (335 MDT). Seuls 6% des impayés sont en phase de recouvrement amiable actif. L'accélération des procédures judiciaires est une priorité absolue pour les 295 dossiers en phase de jugement (122 MDT).

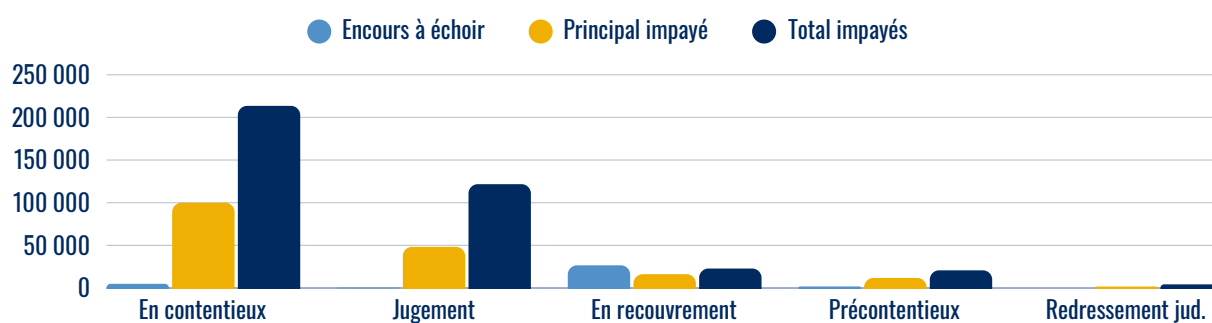
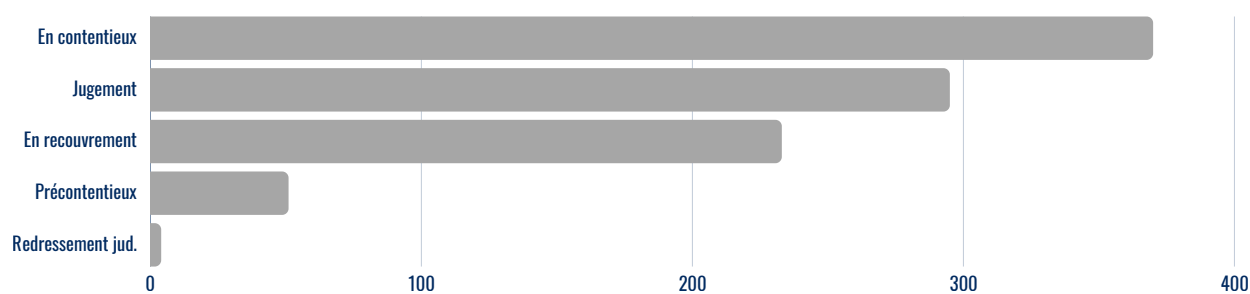
Situation juridique du portefeuille CMT - BFPME
Données au 31/12/2025 - Total impayés : 383 086 mDT 953 relations CMT



Répartition des impayés (%)



Encours Principal / Impayés par situation (MDT)



Situation juridique du portefeuille clients

Situation	Nb clients	Encours (MDT)	Principal (MDT)	Impayés (MDT)	%
En contentieux	370	4 925	99 931	213 527	55,7%
Jugement	295	443	48 218	121 722	31,8%
En recouvrement	233	26 586	16 203	22 827	6,0%
Précontentieux	51	1 809	11 796	20 722	5,4%
Redressement jud.	4	0	1 745	4 287	1,1%
Total général	953	33 764	177 893	383 086	100%

Analyse juridique

En contentieux + Jugement = 87,5% des impayés (335 MDT).

Seuls 6% des impayés sont en phase de recouvrement amiable actif.

L'accélération des procédures judiciaires est une priorité absolue pour les 295 dossiers en phase de jugement (122 MDT).

Principales causes de la baisse du recouvrement en 2025:

1 - Réforme du régime des chèques (Loi n°41/2024)

La loi n°41 du 2 août 2024, modifiant la législation relative aux chèques, a eu un impact direct et majeur sur la dynamique de recouvrement. Le chèque a perdu son caractère dissuasif pénal.

Son utilisation a chuté de 68% en passant de 23% du recouvrement en 2024 à seulement 3% en 2025.

- Entre 2010 et 2023, le chèque représentait le principal levier de recouvrement, atteignant en moyenne plus de 71% du total encaissé ;
- Les clients préfèrent désormais les virements ou prélèvements automatiques, jugés plus sûrs ;

2 - Réduction du volume des engagements à échoir

3 - Attente de régularisation Art.53 LF2025

65 sociétés ont déposé des demandes de régularisation dans le cadre de l'article 53 de la LF2025 et ont suspendu temporairement leurs règlements.

Cette mesure a entraîné une baisse significative du recouvrement pour ces seules relations : passage de 1 915 KDT en 2024 à 512 KDT en 2025, soit une diminution de 1 403 KDT (-73%).

Recommandations et axes d'amélioration

- Sous-traitance d'une partie du portefeuille à des sociétés de recouvrement privées agréées;
- Accélération de l'examen des dossiers de restructuration financière au titre de l'article 63 (LF2026);
- l'activation du mécanisme de saisie sur salaire (CNRPS et CNSS);
- Accélération des procédures judiciaires;
- mise en place du module de recouvrement du SI;
- Renforcer la coordination interbancaire.



08

**ACTIVITÉ DE
L'ASSISTANCE,
ÉVALUATION ET
DÉVELOPPEMENT**

La BFPME a organisé, au cours de l'année 2025, **41** séances de présentation de la Banque et d'assistance aux promoteurs auxquelles ont participé **295** porteurs d'idées de projets et chefs d'entreprises visant à mettre en lumière les dispositifs d'accompagnement ainsi que les mécanismes de financement mis à leur disposition.

Ces rencontres, tenues en présentiel et en ligne pour les participants situés hors du Grand Tunis, ont permis de sensibiliser un large public aux opportunités offertes par la Banque, en vue de favoriser la concrétisation et le développement des projets des porteurs d'initiatives et des promoteurs de PME.

Une occasion pour annoncer les nouveaux produits que la banque a commencé à commercialiser en concrétisation des mesures annoncées par la Loi de Finances 2025.

Ces sessions ont enregistré également la participation de quelques, experts-comptables, gérants de bureaux d'études et coaches en entrepreneuriat, manifestant un intérêt soutenu pour une information régulière sur les produits financiers et non financiers proposés par la BFPME.

20 DÉCEMBRE 2025

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LE DÉMARRAGE DE LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION BANCAIRE DESTINÉ AU FINANCEMENT DES PME, ET GÉRÉ PAR LA BFPME.

La BFPME a annoncé la mise en place d'un nouveau système d'information bancaire intégré, développé par des compétences tunisiennes, visant à moderniser ses services, accélérer le traitement des dossiers de financement et diversifier ses produits bancaires au profit des PME.

La solution en question peut intégrer prochainement une composante liée à l'intelligence artificielle.

Ce projet, cofinancé par le FADES et le Fonds de Développement des Télécommunications et des TIC permettra notamment l'ouverture de comptes courants, le financement du cycle d'exploitation ainsi qu'un meilleur accompagnement des entreprises.



MÉDIAS 2025



24 MAI 2025

VISITE D'UNE DÉLÉGATION OFFICIELLE DU FADES AU SIÈGE SOCIAL DE LA BFPME

La BFPME a reçu une délégation officielle du Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social FADES à son Siège Social. Cette délégation comprend notamment le premier Conseiller, le Directeur Général du Fonds, le Directeur des Opérations, le Chef de l'Unité du Secteur Privé, un conseiller en financement du commerce ainsi qu'un analyste administratif.

Cette visite a permis de prendre connaissance de la nouvelle stratégie du Fonds Arabe et d'échanger sur l'état de la coopération ainsi que sur les moyens de la renforcer aux plus hauts niveaux, en vue notamment d'enrichir le programme actuel de la coopération.



31 OCTOBRE 2025

Démarrage du programme **MASSAR**, en tant que dispositif conçu pour soutenir les startups tunisiennes labélisées à fort potentiel en combinant, accompagnement et mise en réseau et financement.

Initié par la BFPME en partenariat avec le Ministère de l'Emploi et la Formation Professionnelle, le Ministère des Finances, Wiki start Up et UGFS NA, **MASSAR** vise à accélérer l'accès aux financements, en renforçant les fonds propres via des prêts participatifs accordés aux noms des promoteurs de startups, ce qui permettra par la suite de mobiliser des cofinancements privés.

Les secteurs prioritairement ciblés par ce programme sont la biotech, l'agri-tech, la green-tech, la fintech et la health tech.

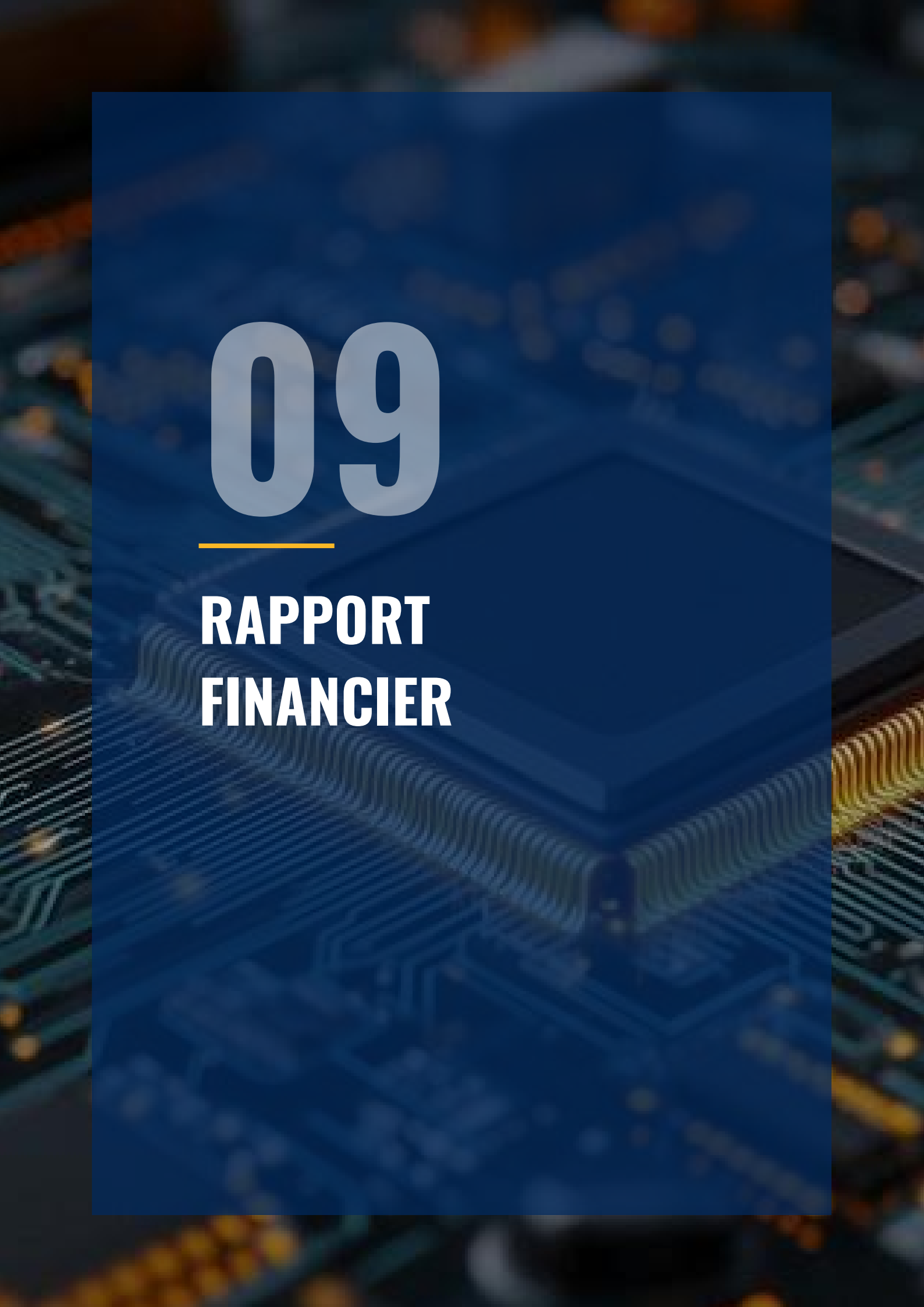
Un premier bootcamp de trois journées de formation intensive et d'accompagnement a été organisé date et clôturé par le pitch day devant un jury de sélection pluridisciplinaire pour défendre leurs business models, leurs plans de croissance et leurs besoins financiers.

Les promoteurs de startups ayant été déclarés comme lauréats bénéficieront d'un financement allant de 10.000 DT à 200.000 DT.

AUTRES ÉVÉNEMENTS

- Journée Régionale sur l'Économie Verte, Bleue et Circulaire du Gouvernorat de Mahdia
- Comité de Pilotage de la Pépinière des Entreprises Agricoles "Agri- Création" de l'INAT
- Comité de Pilotage de la Pépinière des Entreprises Agricoles "Food-Tech" de l'ESIAT
- Semaine de l'Entrepreneuriat et de la Finance, organisée par l'Université Centrale
- Troisième Forum régional arabe sur le développement des industries culturelles et de l'économie créative dans le monde arabe
- Semaine de la Finance Durable
- 39ème édition des Journées de l'Entreprise de Sousse (JES 2025)
- Journée des Entreprises organisée à l'IHET
- Salon TAMWIL 2025
- Participation de la BFPME à la deuxième édition du Forum de l'Université
- Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat 2025 #GEW2025
- Les alternatives de financement – Tunisian Freelancers Day 2025
- Atelier de Restitution ADAPT
- Réunion au sujet de l'huile d'olive et des dattes au siège du CEPEX.
- Salon ARTICREA 2025
- Troisième Forum Régional du Crowdfunding
- Conférence: « Croisons nos savoirs pour le développement de l'entrepreneuriat vert et féminin »
- Webinaire de capitalisation des 2 premiers ateliers de Green Forward
- Réunion de suivi du contrat objectifs BFPME / RAIDET
- Programme Fast Track BFPME / UGFS / WIKI START-UP
- Événement Networking CEED Go To Africa
- L'inclusion économique de la femme et le réalisation du développement à l'horizon de l'année 2030
- Comité d'Investissement d'UGFS North Africa – Fonds d'Amorçage « Health Tech Fund »
- Collaboration avec le Ministère des Technologies de la Communication, dans le cadre du FTIC.
- Atelier BAD - Présentation du rapport annuel sur les indicateurs économiques de la Tunisie en 2025
- Cérémonie de Célébration du 30ème Anniversaire du Programme de Mise à Niveau
- Workshop sur la thématique: "Exploitation des données du RNE et du registre du bénéficiaire effectif"
- Séance Inaugurale de la Conférence Arabe sur l'Épargne et la Culture Financière
- Atelier sur les Instruments Financiers de la Banque Africaine de Développement (BAD)
- Journée Régionale de Financement et de Partenariat de Médenine
- FundU Official Launch & Panel Discussion on Early Stage Investing in Tunisia
- Table Ronde: La Gouvernance Institutionnelle et la Politique Genre
- Formation BEI / Frankfurt School / CBF sur la finance digitale
- Visite d'une délégation de la CDC de Côte-d'Ivoire au Siège Social de la BFPME
- Convention de partenariat, dans le cadre de la collaboration avec l'écosystème TIC et Start-up
- Convention-TT-ONP-S2T-BFPME-Smart Capital
- Forum International de la RSE
- Atelier national PNUD_GEWEEET
- MEDIBAT 2025
- Journée Régionale: "La transition digitale et l'industrie 4.0 : Un pilier stratégique pour un avenir industriel prometteur"
- Atelier réseautage UNDP 20 mai
- Formation IFC-CBF, sur l'intégration des risques environnementaux et sociaux (E&S)
- Journée d'Information sur la Ligne de Crédit financée par la BEI, et relative au Projet "Tunisie - Relance Économique"

- Atelier "Networking Business", Startups & Investisseurs
- COPIL de la Mise à niveau Ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie
- Forum Régional de l'Investissement du Gouvernorat du Kef
- Cérémonie de clôture et de remise des attestations / Cycle de formation en finance islamique
- Atelier de formation sur les Énergies Renouvelables à Kasserine
- Présentation e-caution via TUNEPS
- Forum "FSEGT 2025"
- Rencontres régionales "PNUD / Ministère de l'Environnement / CBF"
- Forum Technique sur l'EdTech, l'Art et la Culture Tech
- Atelier d'Information et de Sensibilisation sur les Énergies Renouvelables
- Série d'ateliers régionaux PNUD: Promotion de l'Entrepreneuriat Vert et Climatique pour les Jeunes et les Start-ups
- Atelier " Présentation du guide sur la décarbonation "
- Atelier " Taxonomie climatique tunisienne et secteurs et activités sélectionnés "
- Réunion sur l'application des dispositions de l'article 412 / Liste des commissions bancaires
- Forum de l'Entrepreneuriat «Entreprendre dans le secteur de la construction bâtiment : Economie verte et circulaire» - MEDIBAT 2025
- Ateliers sur l'Entrepreneuriat Vert et Climatique.
- Forum Technique de développement du Green-Tech à Sousse
- Programme « Fondements de la Durabilité d'Entreprise »
- Atelier en ligne de renforcement des capacités sur les « Plans de transition »
- Lancement Officiel du Programme WAÂD de l'ONE
- Jury – Sessions de pitching des étudiants entrepreneurs de l'INAT
- Ateliers de consultation – Fonds d'appui Agricole Nord Ouest - Microfinanza srl - IF's
- Deuxième Atelier Crédit Bureau
- Réunion sur le lancement du projet relatif à la "Mise en place d'un système d'échange de données"
- Conférence Nationale sur l'Inclusion Économique de la Femme dans le Milieu Rural
- Atelier d'échanges Greenov'i, sur l'axe 1: "Sensibilisation"
- Conférence nationale sur le financement destiné aux industries culturelles et créatives
- Cérémonie de célébration du 60ème anniversaire de la Banque Africaine de Développement
- Think Tank « Développement local et écosystèmes durables »
- Atelier National de Cadrage du Projet du Guichet Virtuel de l'Innovation « GVI »
- Atelier National dédié au Lancement du Plan National de la Politique Climatique en Tunisie (CDN 3.0)
- Participation de la BFPME à l'atelier FAO sur l'identification des défis et des solutions pour renforcer l'investissement privé agricole dans l'adaptation au changement climatique
- Ateliers interactifs sur la promotion de l'entrepreneuriat vert et climatique pour les jeunes et les start-ups - Ministère de l'Environnement / PNUD / CBF.
- Speed-dating professionnel du LAB'ESS
- Atelier sur l'accès au financement, dans le cadre de la préparation de la stratégie nationale de la promotion des PME
- Participation de la BFPME aux travaux du jury du concours CITET / FADES, dédié aux projets verts innovants
- Ceci concerne les gouvernorats de Gabès, Bizerte, Kairouan et Sfax / Invitation au Roadshow de Présentation des Fonds de Financement pour Startups et PME Innovantes
- Participation de la BFPME à la séance d'information et de sensibilisation sur le mécanisme de garantie « Dhamen Express »
- Participation de la BFPME à la réunion sur les modifications des paramètres de calcul des provisions collectives
- Troisième Édition du Forum de l'IACE

The background of the entire page is a close-up, high-angle photograph of a green printed circuit board (PCB). The board is densely packed with intricate silver-colored circuit traces and various electronic components. A large, semi-transparent blue rectangular overlay covers the majority of the image, serving as a backdrop for the text. The number '09' is prominently displayed in a large, light blue, sans-serif font within the upper portion of this overlay.

09

RAPPORT FINANCIER

RESSOURCES

Total des ressources en hausse de 5,1% par rapport à 2024

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépôts de la clientèle	13 873 100	14 072 708	13 211 723	15 278 988	16 276 576	16 936 570
	6.4%	1.4%	-6.1%	15.6%	6.5%	4.1%
Intermédiation financière	185 195	65 603	66 888	80 992	82 245	-
	-40.7%	-64.6%	2.0%	21.1%	1.5%	-100.0%
Ressources d'emprunts	272 249 056	271 670 337	280 148 920	276 166 197	286 469 166	301 436 649
	-3.9%	-0.2%	3.1%		3.73%	5.22%
Total des ressources	286 307 351	303 656 667	307 352 351	291 526 177	302 827 987	318 373 219
	-3.5%	6.1%	1.2%	-5.1%	3.9%	5.1%

L'analyse de l'évolution des ressources de la Banque montre une tendance à l'augmentation des ressources. En 2025, les ressources globales ont augmenté de 5,1 %, passant de 303 MD en 2024 à 318 MDT en 2025.



EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ressources spéciales d'origine extérieure	155 522 815	145 477 235	125 023 404	99 991 959	90 097 944	80 008 149
	-10,0%	-6,5%	-14,1%		-9.89%	-11.20%
Ligne italienne	7 469 635	5 940 084	4 521 383	3 082 803	1 954 504	1 239 006
Ligne espagnole	508 011	328 448	228 062	135 538	67 769	0
Ligne FOCRED	0	0	0	0	0	0
Ligne JBIC	51 050 626	51 050 626	51 050 626	51 050 626	51 050 626	51 050 626
Ligne Française	1 622 626	1 057 265	849 882	584 831	315 783	93 471
Ligne FADES	27 047 000	23 092 000	12 440 400	0	0	0
Ligne BIRD	3 562 746	2 116 758	670 769	151 566	0	0
Ligne BAD	2 625 000	1 767 857	910 714	321 429	0	0
Ligne FADES2	35 837 275	34 349 350	28 612 920	19 927 050	12 051 320	3 190 990
Fonds ETAF "RSE PME Tatouine"	1 858 023	1 858 023	1 858 023	861 355	789 468	575 065
Fonds CPG Gafsa	2 421 151	2 415 890	2 387 132	2 383 838	2 376 122	2 366 724
Fonds QFF Reliquat Subvention	6 230 722	6 203 493	6 203 493	6 203 493	6 203 493	6 203 407
Fonds ETAF "RSE PME Kebili"	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
Ligne QFFT	15 200 000	15 207 441	15 200 000	15 199 430	15 198 860	15 198 860
Ressources spéciales d'origine budgétaire	101 915 057	104 119 385	126 173 307	141 364 399	155 066 585	172 976 893
	3,5%	2,2%	21,2%		9.69%	11.55%
FOPRODI	12 381 416	12 027 320	11 556 436	11 009 930	10 517 452	10 047 280
RITI	297 319	238 077	226 700	216 545	216 544	216 544
Fonds INTILAK II	29 993 223	34 479 587	34 412 377	34 362 529	38 666 927	38 390 619
Fonds de soutien des PME PDFF	52 939 119	47 805 691	47 764 906	47 921 783	34 693 700	33 184 074
Fonds BADER	5 211 310	5 212 249	5 222 771	5 260 754	5 248 907	5 176 117
Fonds FAR	1 092 670	3 339 461	3 273 117	4 317 858	2 860 766	2 908 824
Fonds FAR Prêts Participatifs	0	1 017 000	1 017 000	0	603 750	434 250
Ligne de Financement RAIDET	0	0	0	2 000 000	2 000 000	1 989 933
Emprunt contracté auprès de la TGT	0	0	22 700 000	36 275 000	45 275 000	54 275 000
Fonds de soutien BFPME	0	0	0	0	9 983 539	9 871 462
Fonds FNE (Fonds National de l'Emploi)	0	0	0	0	5 000 000	16 482 790
Dettes attachées aux ressources spéciales	14 811 183	22 073 719	28 952 210	34 809 841	41 304 636	48 451 606
D'origine extérieure (intérêts courus)	1 441 327	1 448 582	3 119 812	2 604 300	2 965 708	3 253 362
D'origine budgétaire (intérêts courus)	13 369 856	20 625 137	25 832 398	32 205 540	38 338 928	45 198 245
	48,2%	54,3%	25,2%	24.67%	19.04%	17.89%
Total	272 249 055	271 670 339	280 148 921	276 166 199	286 469 166	301 436 649
	-3,1%	-0,2%	3,1%	-1.42%	3.73%	5.22%

EMPLOIS

Une augmentation des concours bruts à l'économie de 3%, contre une moyenne de 2% au cours des 5 dernières années.

	2022	2022*	2023	2023*	2024	2024*	2025	2025*
Concours brut à l'économie	459 010 530		444 924 972		436 233 471		451 231 217	
Var %	3%		-3%		-2%		3%	
Créances brutes sur la clientèle	456 461 732	432 078 518	442 376 174	432 666 501	433 684 673	431 173 309	448 682 419	444 291 635
Var %	3%	-2%						
Portefeuille titres brut	2 548 798		2 548 798		2 548 798		2 548 798	
Var %	0%							
Provisions et agios réservés	-225 131 166		-218 220 099		-225 074 155	-219 899 246	-237 560 598	-233 169 813
Provisions / créances	-92 919 929	-80 437 965	-83 072 442	-78 011 742	-80 067 883	-77 091 206	-78 237 516	-75 848 049
Var %	7%	-7%						
Provisions / titres	-1 075 572		-1 131 406		-1 129 744		-1 206 377	
Var %	8%							
Agios réservés	-131 135 665	-119 234 416	-135 147 656	-130 498 684	-145 006 272	-142 808 039	-159 323 082	-157 321 764
Var %	12%	2%						
Concours nets à l'économie	233 879 364		225 573 467		210 029 572		212 464 243	
Var %	-3%		-4%		-7%		1%	

* Avec Radiation

Malgré le ralentissement de l'activité économique, l'encours brut des crédits a continué à augmenter. Cette hausse s'explique en partie par la mise en œuvre des mesures de soutien en faveur des PME décidées par les autorités. Les concours bruts à l'économie ont progressé de 15 MD, soit une augmentation de 3 %, atteignant 451 MDT à la fin de l'année 2025, contre 436 MDT à la fin de l'exercice 2024 sans radiation.

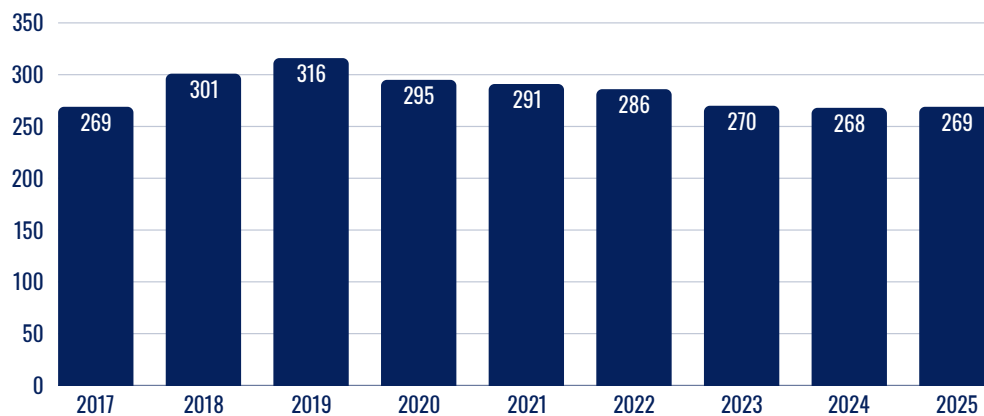
Le portefeuille de titres a stagné, se maintenant au niveau de 2,5 MDT.

Compte tenu des provisions et des agios réservés pour couvrir la dépréciation de ces emplois, l'encours net des concours à l'économie s'est établi à 212,4 MD à la fin de l'année 2025, contre 210 MD l'année précédente, soit une augmentation de 1%.

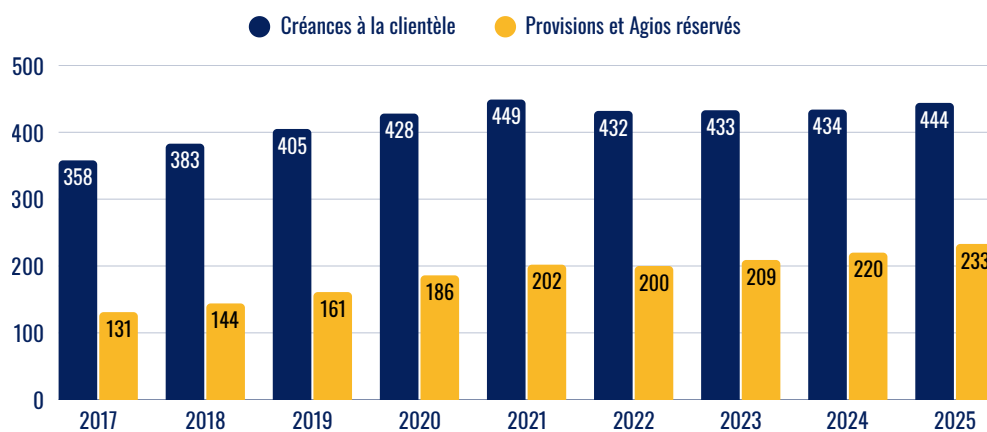
L'exercice 2025, a été marqué par les faits suivants :

Les engagements de la Banque totalisent au 31 Décembre 2025 la somme de 447 409 241 DT (dont 3 117 606 DT hors bilan) contre 437 975 682 DT (dont 4 291 009 DT hors bilan) en 2024 enregistrant ainsi une augmentation de 2,15%.

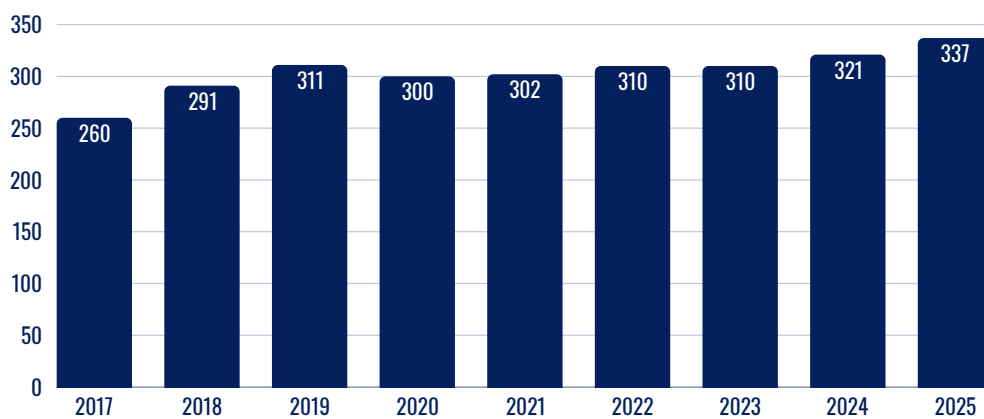
Evolution du Total Actifs (en MDT)



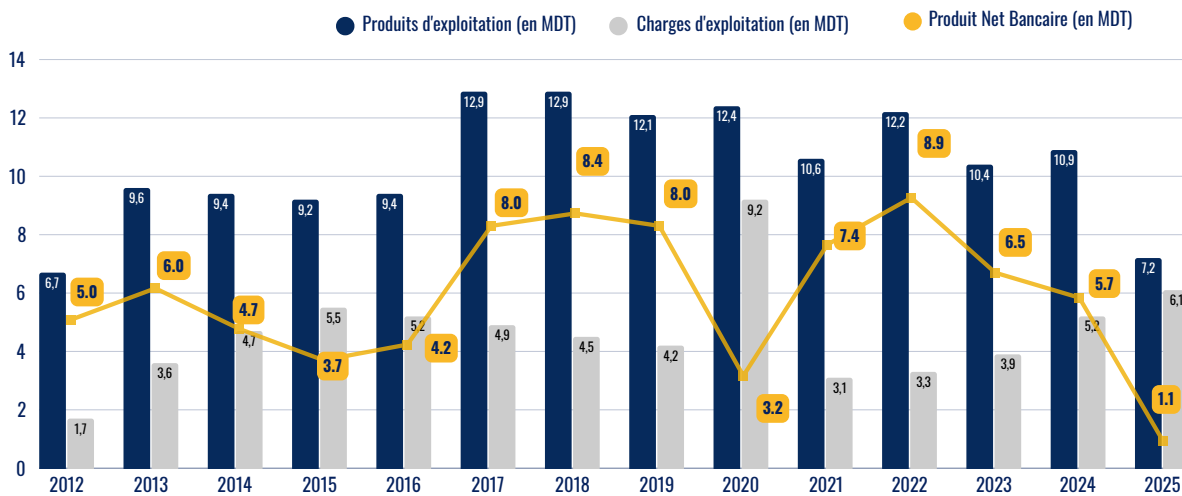
Provisions et agios réservés/Créances à la clientèle (en MDT)



Evolution du total Passifs (en MDT)



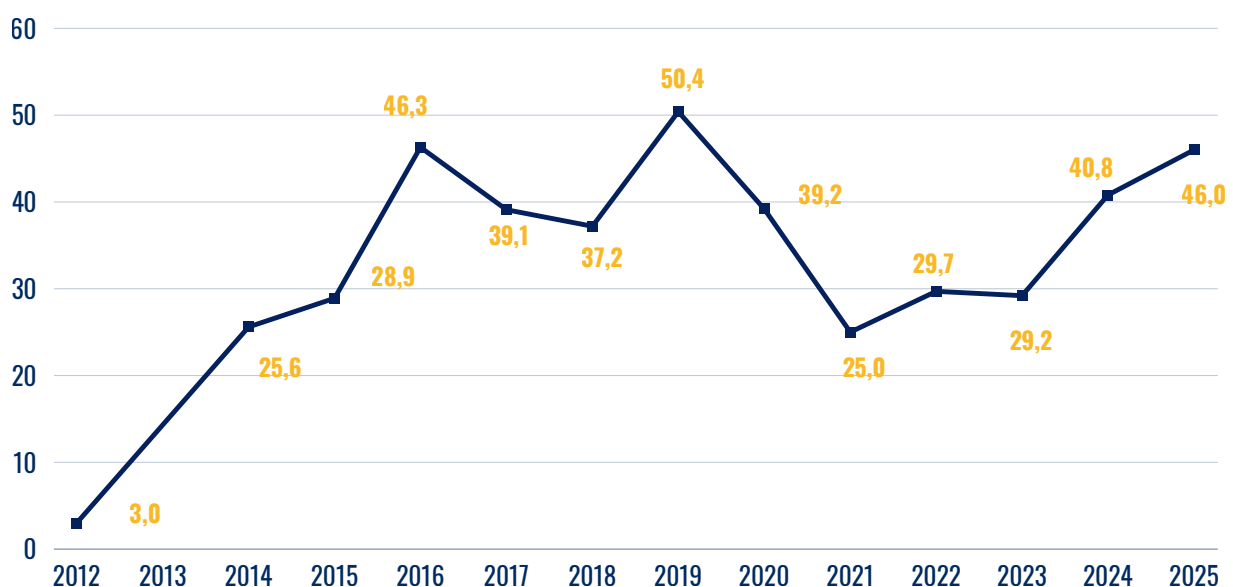
Evolution des produits et charges d'exploitation / PNB (en MDT)



Dans un contexte économique assez difficile, la banque à enregistrer un PNB de 1,1 MDT, en diminution de 4,5 MDT par rapport à son niveau en fin 2024.

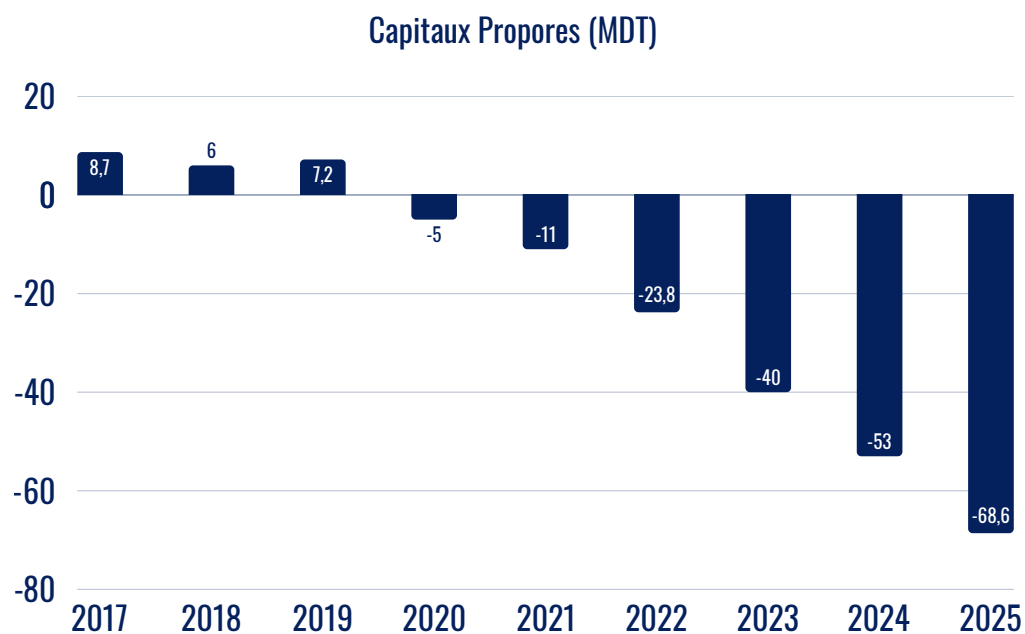
Cette variation est expliquée par la baisse des produits d'exploitation qui passent de 10,9 MDT à 7,1 MDT en 2025 et une légère augmentation des charges d'exploitation de 0,8 MDT.

Evolution de la liquidité et équivalent de la liquidité (en MDT)



CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres de la Banque observent une baisse importante et ce à partir de 2020 pour atteindre -68,6 MDT au 31/12/2025 avec un résultat déficitaire de -15,6 MDT réalisé en 2025



QUALITÉ DE L'ACTIF

Un taux de créances classées avant radiation de 93,95%, contre 92,95% en 2024.

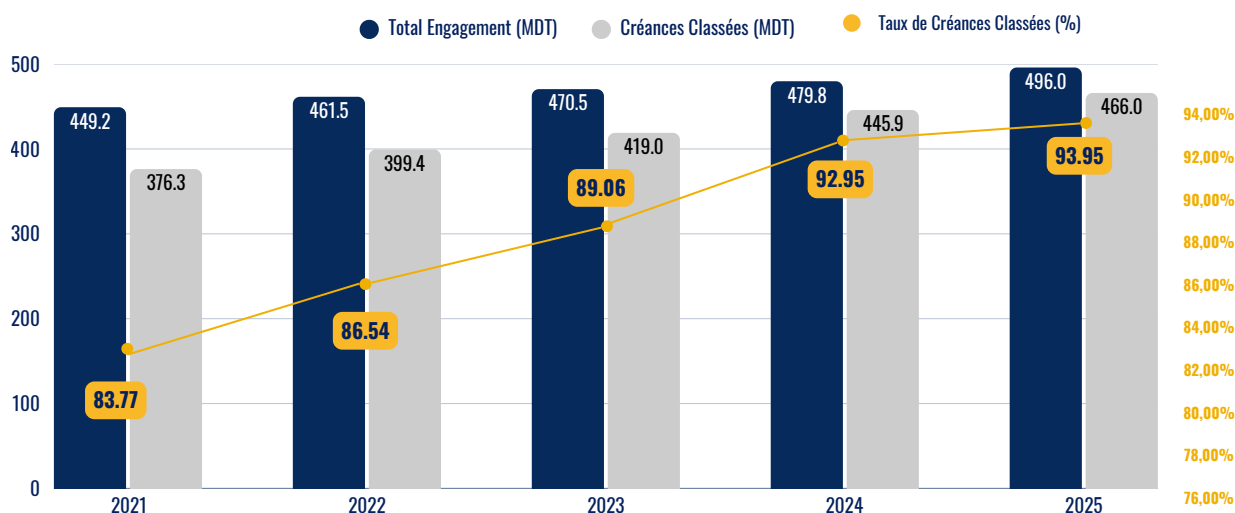
Au 31/12/2025 les engagements de la Banque totalisent 496 MDT dont 3,1 MDT d'engagements hors Bilan.

Les créances classées avant radiation ont atteint 466 MDT portant le taux des créances accrochées global à 93,95%, contre respectivement 445,9 MDT et un taux de 92,95% en 2024.

Pour les crédits d'investissements (CMLT), c'est-à-dire les engagements nets des prêts participatifs et autres dotations et fonds gérés par la banque, ceux-ci s'élèvent à fin 2025, à 440.4 MDT et concernent 1002 relations, représentant ainsi 88.97% du total engagement de la banque.

Cependant, l'opération de la radiation a ramené le taux de créances classées à 93,30% pour un engagement de 447,4 MDT.

Au 31/12/2025, la répartition du total engagement avant radiation selon la classe de risque est présentée dans le tableau suivant :



ANALYSE PAR CLASSE

	A	B1	B2	B3	B4	TOTAL
	Actifs courants	Actifs nécessitant un suivi particulier	Actifs incertains	Actifs préoccupants	Actifs compromis	
Principal à échoir, sur ressources ordinaires	995 643	876 120	215 058	872 250	1 463 448	4 422 519
Principal à échoir, sur ressources spéciales	20 007 673	3 816 980	1 169 858	1 568 887	14 033 239	40 596 637
Impayés en principal	15 250	1 613 387	568 871	583 278	221 638 193	224 418 979
Impayés en intérêts	8 500	815 546	35 999	134 981	222 241 633	223 236 659
Impayés en commissions d'engagement	5 584	40 379	0	0	163 574	209 537
Intérêts et CE courus et non échus	2 391	711	363	0	10 508	13 974
ENGAGEMENTS BILANTIELS	21 035 042	7 163 123	1 990 148	3 159 395	459 550 596	492 898 305
ENGAGEMENTS HORS BILAN	1 627 920	172 380	0	0	1 317 306	3 117 606
TOTAL ENGAGEMENTS	22 662 962	7 335 504	1 990 148	3 159 395	460 867 902	496 015 912
Agios réservés	(13 175)	(835 938)	(19 377)	(132 351)	(182 564 538)	(183 565 378)
Provisions sur engagements bilantiels douteux	0	0	(40 318)	(301 234)	(46 106 452)	(46 448 004)
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	0	0	0	0	0	0
Provisions Additionnelles					(50 240 599)	(50 240 599)
TOTAL DE LA COUVERTURE	(13 175)	(835 938)	(59 695)	(433 586)	(278 911 589)	(280 253 982)
ENGAGEMENTS NETS	22 649 787	6 499 566	1 970 772	3 027 044	278 303 365	215 761 930

Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)	0,40%	0,64%	92,91%
		93,95%	

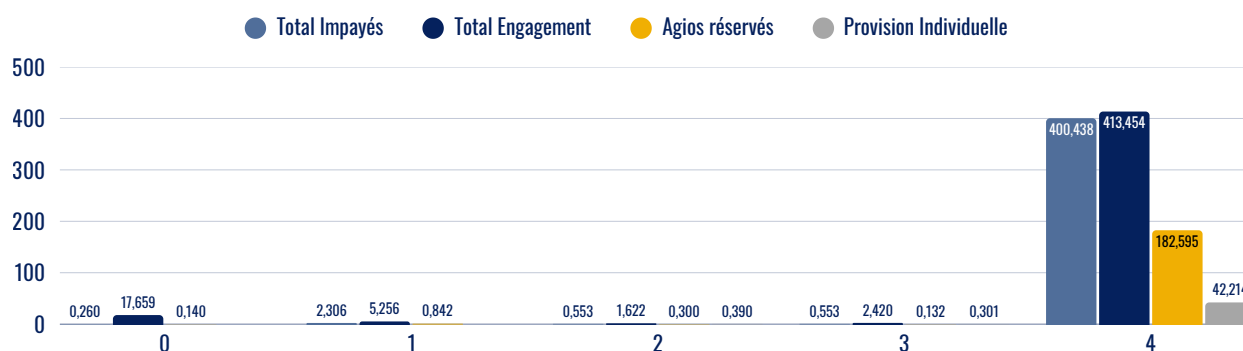
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés	3,00%	13,72%	60,52%
		60,14%	
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)	0,40%	0,64%	92,91%
		93,95%	



Au 31/12/2025, la répartition du total engagement après radiation selon la classe de risque est présentée dans le tableau suivant :

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A	B1	B2	B3	B4	
	Actifs courants	Actifs nécessitant un suivi particulier	Actifs incertains	Actifs préoccupants	Actifs compromis	
Principal à échoir, sur ressources ordinaires	995 643	876 120	215 058	872 250	1 463 448	4 422 519
Principal à échoir, sur ressources spéciales	20 007 673	3 816 980	1 169 858	1 568 887	14 033 239	40 596 637
Impayés en principal	15 250	1 613 387	568 871	583 278	199 281 902	202 062 688
Impayés en intérêts	8 500	815 546	35 999	134 981	195 999 262	196 994 287
Impayés en commissions d'engagement	5 584	40 379	0	0	162 162	208 125
Intérêts et CE courus et non échus	2 391	711,49	362,626	0	10 508	13 974
ENGAGEMENTS BILANTIELS	21 035 042	7 163 123	1 990 148	3 159 395	410 950 521	444 298 230
ENGAGEMENTS HORS BILAN	1 627 920	172 380	0	0	1 317 306	3 117 606
TOTAL ENGAGEMENTS	22 662 962	7 335 504	1 990 148	3 159 395	412 267 827	447 415 836
Agios réservés	-13 175	-835 938	-19 377	-132 351	-156 320 923	-157 321 764
Provisions sur engagements bilantiels douteux	0	0	-40 318	-301 234	-38 698 771	-39 040 323
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	0	0	0	0	0	0
Provisions Additionnelles					-35 291 989	-35 291 989
TOTAL DE LA COUVERTURE	-13 175	-835 938	-59 695	-433 586	-230 311 683	-231 654 076
ENGAGEMENTS NETS	22 649 787	6 499 566	1 970 772	3 027 044	255 946 904	215 761 761
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)			0,44%	0,71%	92,14%	
				93,30%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			3,00%	13,72%	55,86%	
				55,50%		

Répartition des principaux agrégats par classe de risque (en MDT) au 31/12/2025



Au 31/12/2025, les engagements inscrits en CMLT dans la classe 4 représentent la proportion la plus importante soit 83.35% du total engagement de la banque (toutes classes confondues) contre 80.72% en 2024. Quant à la couverture de ces créances par les provisions et les agios réservés, elles ont atteint 187.3 MDT contre 257.3 MDT en 2024.

Les engagements totaux en CMLT, ventilés selon la situation des créances (en contentieux et celles au recouvrement), s'élèvent à 440.4 MDT : 16.45% sont en procédure de recouvrement amiable et 83.37% en contentieux.

PROVISIONS ET COUVERTURE DES RISQUES

Migration des classes par secteur d'activité

Le montant des créances non classées (CMLT) en 2024 et devenues classées en 2025 a atteint 1.3 MDT (soit 11 relations) présentant un taux de migration annuel de l'ordre de 6.64%.

Secteur d'activité	Total Eng 2025	Eng non classés_2024	Nb_relation	Eng nouvellement classés_2025	Nb_relation	Taux de migration
Autres Industries	219.512	10.924	54	0.833	6	7,62%
Industries agroalimentaires	98.963	03.564	23	0.186	1	5,22%
Autres services	63.350	02.465	29	0.204	2	8,26%
Industries mécaniques et électriques	23.291	01.100	7	0.33	1	2,96%
Industries pharmaceutiques	11.676	0.70	1	0	0	0,00%
Télécom et TIC	10.613	0.1	2	0	0	0,00%
Agriculture	10.593	0.284	3	0.35	1	12,36%
Santé	01.980	01.018	1	0	0	0,00%
BTP	0.434	0	0	0	0	0,00%
Total	440.411	19.427	120	01.290	11	6,64%

L'examen approfondi des données sectorielles permet de faire sortir les interprétations suivantes :

- **Agriculture** : ce secteur affiche le taux de migration le plus élevé du portefeuille, soit 12.36%. Bien que l'engagement nouvellement classé soit faible (0.305 MDT), la vulnérabilité intrinsèque du segment nécessite un encadrement strict.
- **Autres services** : ce secteur est en détérioration rapide avec un taux de migration sectoriel de 8.26% (2 relations sur 29).
- **Autres industries** : c'est le principal vecteur de dégradation du portefeuille de la banque en valeur absolue. Il génère à lui seul 64.55% du flux total de dégradation (0.833 MDT sur 1.290 MDT) pour un taux de migration de 7.62%. C'est sur ce segment que l'effort de suivi et de restructuration doit contractuellement se concentrer.

■ Les agios réservés et les provisions

Les provisions individuelles de la banque ont légèrement baissé, passant de 46.9 MDT au 31/12/2024 à 46,4 MDT au 31/12/2025.

Cette variation est due essentiellement aux éléments suivants :

- 35 relations non classées au 31/12/2024, ont été classées au 31/12/2025, générant ainsi 142 mDT de provisions individuelles ;
- 9 relations classées en 2 au 31/12/2024, ont été migrées vers la classe 3 et la classe 4 au 31/12/2025, générant ainsi 21 mDT de provisions supplémentaires ;
- 19 relations classées en 3 au 30/09/2025, ont été migrés vers la classe 4 au 31/12/2025, générant ainsi 58 mDT de provisions individuelles ;
- Une reprise sur provision de 1.1 MDT, suite à l'amélioration de classe de risque de 76 relations et la baisse du risque résiduel.

■ Provisions additionnelles

Les provisions additionnelles de la banque sont passées de 45.7 MDT en 2024 à 50.2 MDT en 2025. Cette augmentation est due principalement à une dotation supplémentaire de 1.7 MDT pour les relations qui ont migré vers la classe 4 pour la troisième année, et à une reprise de 0.108 MDT suite à la baisse du risque résiduel.

Les provisions individuelles après radiation sont de l'ordre de 39 MDT.
Les provisions additionnelles après radiation sont de l'ordre de 35,3 MDT.

■ Provision collective

Le montant de la provision collective de la banque en 2025 est de 1.5 MDT, contre 1.9 MDT en 2024, soit une reprise sur provision de 406 MDT. Il est à souligner que le montant de la provision collective retenu demeure inchangé depuis 2023, s'établissant à 4.378 MDT. Et aucune reprise n'a été opérée par la banque. En revanche, la reprise théorique qui sera constatée par rapport à celle retenue en 2024 s'élève à 2.862 MDT.

■ La couverture des risques

Evolution de la Couverture des Risques par les provisions & agios réservés

Année	Créances Classées (MDT)	Provisions (MDT) *	Dotations aux Provisions (MDT)*	Taux de Provisionnement	Agios Réservés	Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés	Garanties admises sur actifs classés	Taux de couverture
2019	329,8	75,2	29,9	22,80%	86,14	48,92%	199,612	60,53%
2020	353,6	84,4	9,2	23,87%	101,47	52,57%	202,621	57,30%
2021	375,5	84,6	0,2	22,53%	117,21	53,75%	200,055	53,28%
2022_Avant Radiation	399,4	88,5	3,9	22,17%	131,16	55,01%	218,127	54,62%
2022_Post Radiation	376,9	75,1	- 9,5	19,92%	119,23	51,54%	211,328	56,06%
2023_Avant Radiation	419	90,8	2,3	21,68%	148,17	57,04%	200,118	47,76%
2023_Post Radiation	384,1	73,6	-1,451513	19,17%	130,49	53,14%	189,546	49,34%
2024_Avant Radiation	445,9	92,679	1,851	20,78%	164,62	57,70%	248,8	55,80%
2024_Post Radiation	404,1	72,713	-0,920487	17,99%	142,808	53,33%	235,6	58,30%

Le taux de couverture des engagements classés par les garanties hypothécaires, garantie SOTUGAR, garantie de l'Etat, les garanties sur fonds gérés et les actifs financiers, avant radiation, s'élève à 53.81% en 2025 contre 55.80% en 2024.

Cette baisse est due à l'augmentation plus proportionnelle du volume des créances classées (4.5%), par rapport à celle des garanties (0.79%).

Le taux de couverture des actifs classés par les provisions et les agios réservés a passé de 53.75% en 2021 à 60.15% en 2025, soit une hausse de 6.40%. Cette dernière est due à l'accroissement du volume des créances classées, dont principalement les engagements inscrit dans la classe 4, qui ont augmenté de 347.1 MDT en 2021 à 460.9 MDT en 2025, soit une hausse de 32.79%.

SOLVABILITÉ

Des ratios dans le rouge : un total de fonds propres nets de -74,3 MDT.

FONDS PROPRES NETS

Les fonds propres nets de la Banque ont atteint au 31/12/2025 un montant de -74,3 MDT au sens de l'article 3 de la circulaire n°06-2018 relative aux normes d'adéquation des fonds propres.

RATIO DE SOLVABILITÉ ET RATIO TIER 1

Le ratio de solvabilité de la Banque à fin 2025 est de -9.93% et que le ratio Tiers 1 est de -9.93 % contre un minimum réglementaire respectivement de 10% et de 7%.

La banque a enregistré, en 2025, un ratio de solvabilité et de Tier 1 de -9.93%, contre -5.92% en 2024. La détérioration de ces ratios est due à l'accumulation des pertes des années précédentes, qui a affecté le niveau des fonds propres, lesquels sont passés de -55.9 MDT en 2024 à -74.3 MDT en 2025.

Les ratios de la Banque à fin décembre 2025 sont :

RUBRIQUE	MONTANT
L - FONDS PROPRES NETS	-74 342
E - RISQUES ENCOURUS	72 675
F - 300% des dépassements enregistrés par rapport aux normes prévues au niveau des articles 1, 2 et 3 de la circulaire n°91-24	676 086,7
M - RATIO DE COUVERTURE DES RISQUES ([L / (E+F)] * 100)	-9,93%
M - RATIO TIER 1 ([H / (E+F)] * 100)	-9,93%

RÉSULTATS

Bilan Arrêté au 31 décembre 2025 (Unité en DT)

ACTIF	Notes	31/12/2025 Après Radiation	31/12/2024	31/12/2025 Avant Radiation
Caisse et Avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	VI-A-1	140 805	128 829	140 805
Créances sur les Etablissements Bancaires	VI-A-2	46 062 093	41 382 483	46 062 093
Créances sur la Clientèle	VI-A-3	211 121 822	213 785 427	211 121 822
Concours à la clientèle		152 500 719	146 962 341	153 420 687
Crédits sur ressources spéciales		291 790 916	286 722 331	295 261 732
Provisions et agios réservés		-233 169 813	-219 899 246	-237 560 598
Portefeuille d'Investissement	VI-A-4	1 475 551	1 583 864	1 475 551
Valeurs Immobilisées	VI-A-5	223 628	274 084	223 628
Immobilisations corporelles		3 367 353	3 449 829	3 367 353
Amortissements Immobilisations corporelles		-3 145 211	-3 178 874	-3 145 211
Immobilisations incorporelles		472 216	472 216	472 216
Amortissements Immobilisations incorporelles		-470 730	-469 087	-470 730
Autres Actifs	VI-A-6	9 642 785	11 126 264	9 642 785
Comptes d'attente & de régularisation (A)		1 749 427	3 464 605	1 749 427
Autres (A)		7 893 358	7 661 659	7 893 358
TOTAL ACTIF		268 666 683	268 280 951	268 666 683
PASSIF				
Dépôts et Avoirs des Etablissements Bancaires et Financiers	VI-A-7	0	82 245	0
Dépôts et Avoirs de la Clientèle	VI-A-8	16 936 570	16 276 576	16 936 570
Emprunts et Ressources Spéciales	VI-A-9	301 436 649	286 469 166	301 436 649
Autres Passifs	VI-A-10	18 938 550	18 493 898	18 938 550
Provisions pour passifs et charges		2 764 111	2 604 598	2 764 111
Compte d'attente & de régularisation (P)		12 168 159	12 389 314	12 168 159
Autres (P)		4 006 280	3 499 986	4 006 280
TOTAL PASSIF		337 311 769	321 321 885	337 311 769
CAPITAUX PROPRES				
Capital		100 000 000	100 000 000	100 000 000
Réserves		95 904	95 904	95 904
Autres Capitaux Propres		2 834 505	2 834 145	2 834 145
		-155 970 984	-142 881	-155 970
Résultats Reportés		984	720	984
Résultat de l'Exercice		-15 604 511	-13 089 264	-15 604 511
TOTAL CAPITAUX PROPRES	VI-A-11	-68 645 086	-53 040 934	-68 645 086
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		268 666 683	268 280 951	265 804 166

* Chiffres après radiation de 4 390 784 DT des créances

Etat des engagements hors bilan

Arrêté au 31 décembre 2025
(Unité en DT)

ENGAGEMENTS DONNES		31/12/2025	31/12/2024
HB 4 – Engagements de financement donnés	VI-B-1	3 117 606	4 291 009
HB 4a - Crédits notifiés, engagés et non utilisés		3 117 606	4 291 009
HB 4b - Lettres d'engagements en couverture de CREDOC		0	0
HB 5 – Engagements sur titres	VI-B-2	698 798	698 798
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		3 816 404	4 989 807
ENGAGEMENT RECUS			
HB 6 – Engagements de financement reçus	VI-B-3	18 500 000	5 000 000
HB 7 – Garanties reçues	VI-B-4	170 649 920	176 104 560
HB 7a - Garanties reçues de l'Etat		12 076 086	11 914 866
HB 7b - Garanties reçues des entreprises d'assurance		76 864 855	80 453 219
HB 7c - Garanties reçues de la clientèle		81 708 979	83 736 474
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		189 149 920	181 104 560

Etat de résultat

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025
(Unité en DT)

PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et revenus assimilés	VI-C-1	6 546 779	9 894 753
Opérations avec les établissements bancaires & financiers		3 376 847	3 222 571
Opérations avec la clientèle		3 169 933	6 672 183
Commissions (en produits)	VI-C-2	620 259	993 966
Revenus du portefeuille d'investissement	VI-C-3	15 663	15 754
Total Produits d'exploitation Bancaire		7 182 701	10 904 474
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts encourus et charges assimilées	VI-C-4	-5 846 069	-4 854 724
Commissions encourues	VI-C-5	-226 291	-376 735
Total Charges d'exploitation Bancaire		-6 072 360	-5 231 458
PRODUIT NET BANCAIRE		1 110 341	5 673 016
Dotations aux Provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	VI-C-6	-1 293 149	-2 246 314
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		-76 633	1 662
Autres produits d'exploitation	VI-C-7	1 272 775	28 525
Frais de personnel	VI-C-8	-13 321 106	-13 394 496
Charges générales d'exploitation	VI-C-9	-3 311 962	-3 135 090
Dotations aux amortissements et aux Provisions sur immobilisations		-52 111	-121 126
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-15 604 511	-13 193 824
Solde en gain \ perte provenant des Autres éléments ordinaires	VI-C-10	97 945	126 461
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		-18 436 417	-13 067 363
Impôt sur les bénéfices		-14 611	-21 900
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		-18 451 028	-13 089 264
Solde en gain \ perte provenant des autres éléments extraordinaires		-16 000	0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		-15 604 511	-13 089 264

Etat des Flux de Trésorerie

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025
(Unité en DT)

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	Notes	31/12/2025	31/12/2024
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés	VI-D-1	7 699 209	13 093 801
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		-9 222 081	-9 802 206
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers	VI-D-2	129	• 1 254
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	VI-D-3	7 768 466	14 140 879
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		-334 087	327 585
6- Encaissements / Restitutions d'avances SOTUGAR		907 155	726 882
7- Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-13 322 725	-13 431 487
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		207 070	65 759
Flux de trésorerie net affecté aux activités opérationnelles		-6 296 865	5 122 466
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		0	0
2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		0	0
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		-2 080	110 230
Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement		-2 080	110 230
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
1- Emission d'actions		0	0
2- Emission d'emprunts		0	0
3- Remboursement d'emprunts		0	0
4- Augmentation / diminution des ressources spéciales et autres	VI-D-4	11 454 960	6 423 816
5- Dividendes versés		0	0
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		11 454 960	6 423 816
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		5 156 015	11 656 512
Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice		40 856 490	29 199 978
Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice	VI-D-5	46 012 505	40 856 490



10

RESSOURCES HUMAINES DE LA BANQUE

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF

En 2025, l'effectif de la BFPME a diminué pour totaliser 118 employés contre 122 en 2024. Cette variation s'explique par le départ à la retraite de 02 employés et la fin de détachement de 02 autres.

STRUCTURE DU PERSONNEL PAR POSITION

Libellés	2025
Personnel permanent	106
Personnel détaché	5
Personnel en Congé pour création d'entreprise	1
Personnel détaché auprès de la Banque	6
Effectif Total	118

STRUCTURE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE

Catégorie Professionnelle	2025
Personnel de service (Agent de Service à Huissier Principal)	2
Personnel d'exécution (Agent de Bureau à Secrétaire Principal)	3
Personnel d'encadrement (Chef de Section à Rédacteur)	6
Cadres (Rédacteur principal à Chef de Service Principal)	6
Cadres Supérieurs (Fondé de Pouvoirs à Directeur)	101
Effectif Total	118



STRUCTURE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE PROFESSIONNELLE ET POSITION

Collège	Personnel permanent	Personnel détaché	Personnel en Congé pour création d'entreprise	Personnel de la Banque en détachement
Personnel de service	2			
Personnel d'exécution	3			
Personnel d'encadrement	6			
Cadres	4	1		1
Cadres Supérieurs	91	4	1	5
Effectif Total	106	5	1	6

FORMATION

Dans le cadre du développement des compétences, la Banque a organisé 9 actions de formation interne touchant un effectif de 86 employés.

En ce qui concerne les séminaires inter-entreprises, le nombre de participants s'est élevé à 8 employés.

En 2025, la BFPME a poursuivi ses efforts de coopération et d'ouverture sur l'environnement universitaire et professionnel par l'accueil de 5 stagiaires au sein de ses différentes structures.



11

PERSPECTIVES

L'exercice 2026 devrait constituer une étape importante dans la poursuite du processus de transformation et de redressement de la Banque.

Il sera notamment marqué par la mise en œuvre du nouveau Business Plan couvrant la période 2026-2030, qui définit une trajectoire visant à consolider les équilibres financiers de la Banque, renforcer ses fonds propres, améliorer la qualité de son portefeuille et développer durablement son activité au profit des petites et moyennes entreprises.

La Banque poursuivra, par ailleurs, les actions visant à assurer l'apurement et la liquidation des lignes de financement mises à sa disposition au titre du Fonds National de l'Emploi (FNE), tout en œuvrant à l'évolution du cadre réglementaire régissant ces interventions afin de mieux l'adapter aux caractéristiques et aux besoins de financement des entreprises financées par la Banque.

L'année 2026 sera également consacrée à la poursuite de la mobilisation de nouvelles ressources de financement, notamment la ligne de financement FADES, ainsi qu'au renforcement des actions d'assainissement du portefeuille et de recouvrement, en particulier à travers la mise en œuvre des dispositions exceptionnelles prévues par l'article 63 de la Loi de finances pour l'année 2026, dont les effets attendus devraient contribuer à l'amélioration des recouvrements et à la réduction des créances non performantes.

Parallèlement, la Banque poursuivra la mise en œuvre de son programme de transformation numérique, notamment à travers la finalisation et le déploiement de son nouveau système d'information, ainsi que la modernisation de ses processus et le renforcement de ses dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne.

La Banque entend également poursuivre le développement de nouveaux produits et mécanismes de financement, notamment le financement du besoin en fonds de roulement structurel, ainsi que la diversification progressive de ses activités et de ses ressources, dans le cadre de son repositionnement en tant que banque publique spécialisée au service du financement et de l'accompagnement des petites et moyennes entreprises et des starts up.

Ces différents chantiers devraient permettre à la Banque de renforcer progressivement ses capacités opérationnelles et financières et de mieux répondre aux besoins de financement et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises.

A hand holding a blue pen is visible on the left side of the image. A large blue semi-transparent rectangle covers the right side, containing the number 12 and the text 'BUSINESS PLAN 2026 | 2030'.

12

BUSINESS PLAN **2026 | 2030**

Le Business Plan de la Banque pour la période 2026 – 2030 s’articule autour de 4 axes majeurs suivants:

- Restructuration financière de la Banque.
- Assainissement du portefeuille de la Banque (résolution des créances non performantes et consolider le portefeuille sain).
- Amélioration des produits bancaires.
- Amélioration du cadre de gouvernance et organisationnelle.

PRÉVISIONS FINANCIÈRES DU BUSINESS PLAN 2026 2030

EMPLOIS

En TND	2025 R	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P	2030 P
Emplois activité CMLT	15 623 036	12 592 575	40 167 123	50 853 552	55 069 781	72 833 228
Décaissements	652 236	-	33 000 000	42 000 000	36 000 000	45 000 000
RO	-	-	-	-	-	-
LCE	652 236	-	33 000 000	42 000 000	36 000 000	45 000 000
Remboursements des emprunts	16 138 266	13 192 575	7 167 123	8 853 552	19 069 781	27 833 228
Principal	10 130 583	7 352 365	969 128	904 036	9 984 623	17 458 237
Intérêt	6 007 683	5 840 209	6 197 995	7 949 516	9 085 158	10 374 991
Remboursement Tunis-Ré	(1 167 466)	(600 000)	-	-	-	-
Restitution avance SOTUGAR	-	-	-	-	-	-
Emplois activité gestion des fonds	8 047 200	31 757 576	29 252 324	30 020 929	28 438 589	29 298 459
Décaissements	5 361 396	12 785 000	25 340 000	23 902 476	19 815 476	17 544 738
Restitution aux bailleurs de fonds	2 077 264	17 259 645	2 343 312	4 440 916	6 902 689	9 907 502
Commissions revenant à la BFPME	608 540	1 712 931	1 569 013	1 677 538	1 720 425	1 846 219
Commissions						
Autres emplois	17 416 877	19 013 163	20 037 366	17 774 907	17 230 056	17 104 390
Revenus du portefeuille titre d'investissement	17 402 266	17 630 004	16 968 835	17 256 074	17 191 082	17 056 724
Acquisitions immobilisations	-	1 368 500	3 047 600	487 900	-	-
Impôt sur les sociétés	14 611	14 659	20 931	30 932	38 974	47 666
Total produits d'exploitation bancaires						
Total emplois	41 087 112	63 363 313	89 456 813	98 649 387	100 738 426	119 236 077

RESSOURCES

En TND	2025 R	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P	2030 P
Augmentation du capital	-	-	24 000 000	24 000 000	24 000 000	24 000 000
Subvention d'investissement	-	-	2 392 500	-	-	-
Prêt Trésor	9 000 000	4 000 000	-	-	-	-
Ressources activité CMLT	14 350 176	17 933 893	65 909 835	78 901 448	91 998 608	94 759 622
Recouvrement à l'amiable	10 564 979	9 459 354	13 074 742	30 533 238	43 683 873	46 192 417
Recouvrement judiciaire	1 153 162	704 436	766 974	828 210	894 734	967 205
Recouvrement art. 53/63 - 2025/2026	571 617	7 370 104	4 708 119	-	-	-
Commissions d'étude	19 470	-	660 000	840 000	720 000	900 000
Commissions - conditions de banque	-	-	154 661	162 195	136 234	140 311
Tirages CMLT / ressources disponibles	513 288	-	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000
Encaissements avances SOTUGAR / PF	907 155	300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000	1 300 000
Intérêt de trésorerie SOTUGAR	107 217	100 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Refinancement	513 288	-	-	-	-	-
Ressources activité gestion des fonds	17 486 722	34 400 653	35 151 724	19 746 954	33 175 128	27 427 314
Tirages	11 500 000	27 300 000	26 000 000	7 500 000	17 500 000	7 500 000
Recouvrement à l'amiable	5 856 120	6 958 230	8 991 925	12 069 654	15 480 195	19 714 609
Recouvrement judiciaire	32 167	34 423	36 799	39 300	41 933	44 705
Commissions de garantie	98 435	108 000	123 000	138 000	153 000	168 000
Autres ressources	4 527 580	5 230 635	6 642 301	9 490 929	12 803 410	16 584 850
Produits nets des placements	3 403 424	3 085 092	4 582 217	7 272 606	10 460 400	14 042 899
Commissions sur fonds gérés	608 540	1 712 931	1 569 013	1 677 538	1 720 425	1 846 219
Autres produits	515 616	432 612	491 072	540 786	622 585	695 731
Total ressources	45 364 477	61 565 181	134 096 360	132 139 330	161 977 146	162 771 786
Excédent ou besoin de trésorerie	4 277 365	(1 798 132)	44 639 547	33 489 943	61 238 720	43 535 709
Excédent ou besoin de trésorerie cumulé	46 012 649	44 214 517	88 854 064	122 344 007	183 582 726	227 118 435

RÉSULTATS

En TND	2025 R	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P	2030 P
Produits d'exploitation						
Intérêts et revenus assimilés	6 546 779	5 867 132	8 418 503	13 168 919	17 284 460	21 369 278
a - Opérations avec les établissements bancaires	3 376 847	3 085 092	4 582 217	7 272 606	10 460 400	14 042 899
b - Opérations avec la clientèle	3 169 933	2 782 039	3 836 286	5 896 314	6 824 060	7 326 379
Commissions	620 259	1 446 543	2 031 554	2 281 547	2 187 014	2 448 060
Revenus du portefeuille titre d'investissement	15 663	15 663	15 663	15 663	15 663	15 663
Total produits d'exploitation bancaires	7 182 701	7 329 337	10 465 720	15 466 129	19 487 137	23 833 002
Charges d'exploitation bancaire						
Intérêts encourus et charges assimilées	5 846 069	5 840 209	6 197 995	7 949 516	9 085 158	10 374 991
Commissions encourues	226 291	103 799	70 911	70 911	70 911	70 911
Total charges d'exploitation bancaire	6 072 360	5 944 008	6 268 906	8 020 428	9 156 070	10 445 902
Produit net bancaire	1 110 341	1 385 330	4 196 814	7 445 702	10 331 067	13 387 099
Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances	1 293 149	1 170 220	2 592 891	2 009 948	1 717 073	2 530 030
Autres produits d'exploitation	1 272 775	140 558	1 279 005	1 309 726	1 365 900	608 335
Frais de personnel & charges d'exploitation	16 633 068	16 931 798	16 924 826	17 670 602	17 193 972	17 059 644
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	52 111	181 409	1 277 166	1 665 825	1 556 358	434 518
Résultat avant impôt	- 15 573 900	- 16 757 540	- 15 319 063	- 12 590 948	- 8 770 437	- 6 028 758
Impôts sur les bénéfices	14 611	14 659	20 931	30 932	38 974	47 666
Résultat des activités ordinaires	- 15 588 511	- 16 772 199	- 15 339 995	- 12 621 881	- 8 809 411	- 6 076 424

BILAN

En TND	2025 R	2026 P	2027 P	2028 P	2029 P	2030 P
Actif						
Trésorerie	46 202 897	44 214 517	88 854 064	122 344 007	183 582 726	227 118 435
Créances sur la clientèle	444 291 635	367 793 728	412 145 466	456 403 232	475 439 150	494 175 665
(-) Provisions & agios réservés	(233 169 813)	(160 994 508)	(163 828 192)	(170 061 858)	(174 644 058)	(178 190 940)
Portefeuille d'investissement	1 475 551	1 475 551	1 475 551	1 475 551	1 475 551	1 475 551
Valeurs immobilisées	223 628	1 414 503	3 186 965	2 011 069	456 741	24 254
Autres actifs	9 642 785	15 051 192	16 890 156	18 699 939	20 863 447	22 787 735
Total actif	268 666 683	268 954 982	358 724 010	430 871 939	507 173 557	567 390 700
Passif						
Dépôts de la clientèle	16 936 570	17 236 570	18 536 570	19 836 570	21 136 570	22 436 570
Emprunts et ressources spéciales	301 436 649	267 146 521	345 360 543	405 627 852	466 236 382	507 229 948
Autres passifs	18 938 550	10 955 729	10 955 729	10 955 729	10 955 729	10 955 729
Total passif	337 311 769	295 338 820	374 852 843	436 420 152	498 328 681	540 622 248
Capitaux propres						
Capital	100 000 000	69 033 447	189 033 447	189 033 447	189 033 447	189 033 447
Capital souscrit appelé non versé	-	-	(96 000 000)	(72 000 000)	(48 000 000)	(24 000 000)
Réserves	95 904	95 904	95 904	95 904	95 904	95 904
Autres capitaux propres	2 834 505	2 834 505	4 429 505	3 632 005	2 834 505	2 834 505
Résultats reportés	(155 970 983)	(81 575 495)	(98 347 694)	(113 687 688)	(126 309 569)	(135 118 980)
Modifications comptables	-	-				
Résultat de la période	(15 604 511)	(16 772 199)	(15 339 995)	(12 621 881)	(8 809 411)	(6 076 424)
Total capitaux propres	(68 645 085)	(26 383 838)	(16 128 832)	(5 548 213)	8 844 876	26 768 452
Total passif et capitaux propres	268 666 683	268 954 982	358 724 010	430 871 939	507 173 557	567 390 700



-  34, Rue Hédi Karray Centre Urbain Nord - El Menzah IV – 1004 – Tunis
-  contact@bfpme.com.tn
-  +216 70 102 200
-  +216 92 536 245
-  +216 71 716 800

Suivez-nous sur :     